Examen de l'avant-projet de loi de finances 2015

Polémique à la veille de la tenue du Conseil des ministres

Page 3

Santé

Les professeurs du paramédical exposent leurs doléances

Page 5

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3346 - Lundi 25 août 2014 – Prix : 10 DA

Excédés par le retard de l'électrification

Des citoyens ferment le siège de l'APC de Oued-Ghir

Page 24

Réunion aujourd'hui des ministres des Affaires étrangères voisins de la Libye

Lamamra au Caire pour «désamorcer» la crise

Page 4

Faut-il laisser faire en Libye ?

Par Mohamed Habili

Quand le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, déclare que l'Algérie n'interviendra pas militairement en Libye, consciente qu'elle est de ce qu'il n'existe pas de solution autre que politique dans ce pays, il dit deux choses qui ont l'air d'être étroitement liées mais qui en réalité ne le sont pas. Que l'Algérie ne doive pas intervenir est une chose, mais qu'il n'existe pas de solution militaire à la crise libyenne en est une autre. Autant la première assertion est fondée, au double plan doctrinal et conjoncturel, autant la seconde est contredite par ce qui s'observe en Libye depuis la chute de Kaddafi en 2011, et davantage encore dans le moment présent. L'Algérie n'a pas pour tradition de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays quel qu'il soit, voisin ou plus lointain. Il est juste qu'elle se tienne à ce principe y compris quand ce qui se déroule à ses frontières constitue une menace pour sa propre sécurité. Une ligne de conduite, une doctrine, une politique, c'est un choix arrêté une bonne fois pour toutes, à quoi il convient par définition de se conformer en toutes circonstances, et en particulier dans les moments où l'intérêt lui-même semble commander d'y déroger. Dans 10 ans, dans 20 ans, pour autant qu'il soit possible de se projeter jusque-là dans un monde de plus en plus incertain, notre intérêt durable serait encore de ne pas nous ingérer dans les affaires de nos voisins, quand bien même leurs Etats se seraient écroulés, ce qui est d'ailleurs d'une certaine façon déjà le cas en Libye.

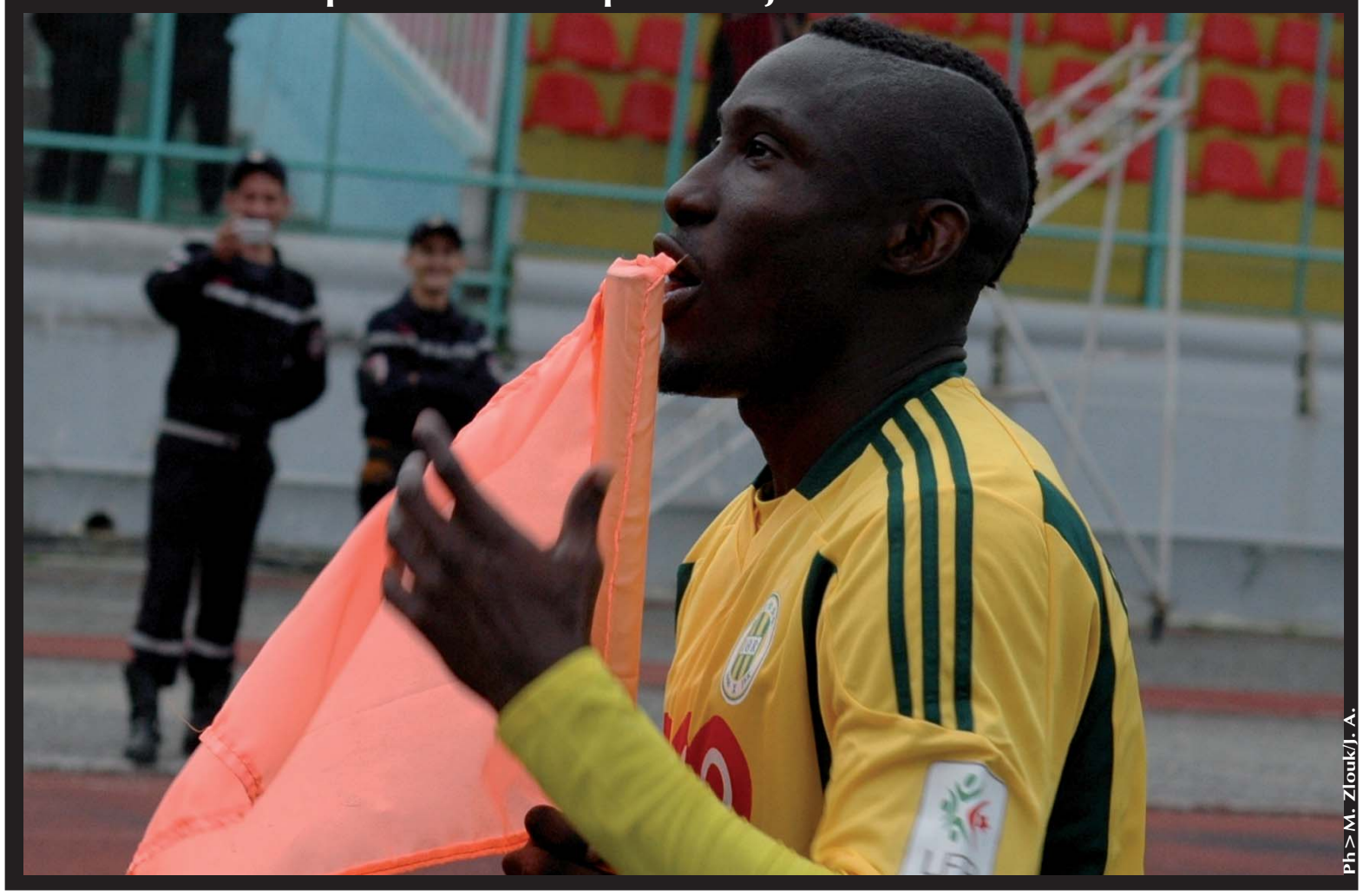
Suite en page 3

Après le tragique décès du joueur Albert Ebossé

Le football en deuil

- Le ministère de l'Intérieur ordonne l'arrestation immédiate des auteurs du crime
- Le corps du défunt rapatrié aujourd'hui au Cameroun

Lire page 2



Ph>M. Zlouk/J. A.

Israël sous le feu de trois fronts

Netanyahu menace

Page 4

Lila Borsali donne un récital le 29 août à Oran

El-Bahia au rythme de la musique andalouse

Page 13

Après le tragique décès du joueur Albert Ebossé

Le football en deuil

Première du genre dans les annales du football algérien. Un véritable drame vient de frapper le football national après l'incident tragique qui a couté la vie au joueur Albert Ebossé sur le stade de Tizi Ouzou.

Par Ahcène Hadjam

Indignation générale après l'annonce du décès du joueur de la JSK, Albert Ebossé. L'attaquant camerounais de la JS Kabylie, Albert Ebossé Bodjongo, est décédé avant-hier, atteint par un projectile lancé depuis les tribunes à l'issue de la défaite à domicile face à l'USM Alger (2-1), dans le cadre de la 2e journée du Championnat d'Algérie de Ligue 1. Ebossé, 24 ans, a succombé à ses blessures à l'hôpital de Tizi Ouzou, où une grande foule s'est rassemblée à l'extérieur pour s'enquérir de l'état de santé du joueur.

Le Camerounais avait été l'unique buteur de la soirée sur penalty côté kabyle. Il avait réussi à remettre les pendules à l'heure après l'ouverture du score par Mokhtar Benmoussa. Mais le deuxième but, signé Youcef Belaïli, synonyme de défaite des Canaris, a provoqué l'ire des supporters de la JSK qui ont commencé à jeter des projectiles depuis les tribunes du stade du 1er Novembre à l'issue de la rencontre, dont un a touché mortellement le joueur camerounais.

De nombreux Algériens ont exprimé hier un sentiment de la *«honte»*, notamment sur les réseaux sociaux. L'espoir de l'Algérie d'abriter la CAN 2017 s'affaiblit devant cet incident tragique qui a coûté la vie au joueur de la JSK, d'origine camerounaise.

Suite à quoi, le décès d'Ebossé a fait le tour du monde et alimenté l'actualité nationale.

Par cet incident, la question de la violence dans les stades est remise sur le tapis.

Ce phénomène reste l'un des grands soucis de l'Etat qui n'arrive plus à le contrôler. Ce phénomène a pris de l'ampleur ces dernières années. Et cette année ce n'est qu'au début du championnat qu'un tel crime se produit par des *«supporters»* indignes. Une entame mélancolique pour le sport-roi en Algérie. Ce jeune international camerounais avait été élu meilleur buteur dans le Championnat l'année dernière. Suite à ce drame, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales avait ouvert une enquête et a ordonné l'arrestation immédiate des auteurs de ce crime pour les présenter devant la justice. La Ligue de football professionnel (LFP) annonce, de son côté, la tenue aujourd'hui d'une réunion extraordinaire de son conseil d'administration. Mais en attendant, la LFP a pris la décision de fermer *«à titre conservatoire»,* le stade du 1er-Novembre de Tizi Ouzou jusqu'à nouvel ordre et d'auditionner les dirigeants de la JSK, les arbitres ayant officié le match ainsi que le commissaire au match devant la commission de discipline. Cette tragique mort de ce jeune joueur de 24 ans à suscité plusieurs réactions des responsables du football africains et algériens. Le président de la CAF, Issa Hayatou, espère des *«sanctions exemplaires»* tandis que le président de la Ligue nationale Mahfoud Kerbadj, présent au match perdu 2-1 par l'équipe d'Ebossé, la JS Kabylie, face à l'USM ALger, parle d'une «catas- trophe pour le football national». De son côté, le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, a condamné *«énergiquement»* le jet de pierres ayant coûté la vie, à l'attaquant camerounais de la JS Kabylie, Albert Ebossé, le qualifiant d'acte *«odieux»*, hier, dans un communiqué publié sur le site de l'instance fédérale. Pour sa part, le ministre de la Communication, Hamid Grine a dénoncé, hier un acte *«ignoble»,* et appelle la presse sportive à combattre la violence dans les stades. Pour rappel, il ne s'agit pas du premier acte de violence contre les joueurs dans les stades, mais jamais il y a eu de morts. A Saïda en 2012, les supporters locaux ont envahi le terrain et attaqué à l'arme blanche les joueurs de l'USM Alger. Poignardé, l'ex-international Abdelkader Laïfaoui a échappé de peu à la mort, tandis que la plupart de ses équipiers étaient lacérés. Au printemps dernier, plusieurs joueurs de l'USM Bel- Abbès ont été massacrés par les supporters de Hadjout débordant le service de sécurité pour régler leur compte avec l'équipe visiteuse. La mort de joueurs a été, là aussi, évitée miraculeusement.

Ph/M. Zlouk/J. A.

Parcours d'Albert Ebossé

Ebossé a entamé sa carrière à Coton Sport (2008-2010), avant de rejoindre Unisport Bafang (2010-2011), Douala AC (2011-2012) puis a tenté une expérience en Malaisie avec la formation de Perak FA (2012-2013). Il a rejoint la JS Kabylie en 2013, atteignant la finale de la Coupe d'Algérie 2014 avant de terminer vice-champion d'Algérie avec, à la clé, 17 réalisations qui lui permettent de remporter le titre de meilleur buteur du Championnat 2013-2014. **A. H.**

Le corps du défunt rapatrié aujourd'hui au Cameroun

Ph/M. Zlouk/J. A.

LE DÉCÈS tragique de l'attaquant de la Jeunesse Sportive de Kabylie (JSK), Albert Ebossé Bodjongo, a semé de l'émoi et suscité de la colère parmi la famille sportive dans toute la région de Kabylie. Dès l'annonce de la nouvelle, de nombreux supporteurs du club Kabyle se sont rendus au pavillon des urgences médicales du CHU Nédir Mohamed. Les autorités locales, à leur tête le wali de Tizi Ouzou, Abdelkader Bouazeghi, a également fait le déplacement à la structure hospitalière pour présenter les condoléances au nom du gouvernement à la petite et grande famille du joueur camerounais. Alors que dans la matinée d'hier dimanche, c'est la morgue du CHU qui a été assiégée par des centaines de fans des Jaune et Verts venus jeter l'ultime regard sur le cercueil de leur idole. La presse nationale et internationale était également fortement présente sur les lieux. Le directeur général du CHU, le Pr Ziri Abbès, a indiqué devant la presse que *«le joueur de la JSK était arrivé aux urgences de médecine de l'hôpital aux alentours de 21h 15 alors qu'il souffrait de blessures au niveau de la tête et était dans un état inconscient».* Il a précisé que *«l'équipe médicale a tenté pendant une vingtaine de minutes de réanimer mais hélas sans résultats. Puisque l'état de santé d'Ebossé déjà grave a été aggravé encore par un arrêt cardiaque et les médecins ne pouvaient constater que son décès malheureusement peu avant 22 h».* Dans le même sillage, il a assuré que toutes les formalités administratives concernant le transfert de la dépouille mortelle ont été accomplies avec facilités sur ordre du wali de Tizi Ouzou. Lequel transfert est intervenu vers 1heure de l'après-midi d'hier vers l'hôpital de Aïn Naâdja à Alger en attendant son rapatriement au Cameroun prévu pour aujourd'hui(lundi). Par ailleurs, les services de la wilaya de Tizi Ouzou ont indiqué, hier, dans un communiqué que *«conformément aux instructions du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, les services compétents sont mobilisés pour que toute la lumière soit faite sur cet acte condamnable, d'arrêter les auteurs et de procéder à leur traduction devant la juridiction compétente».* Au sujet de l'enquête, nous avons appris que les investigations ont été entamées hier même pour déterminer les circonstances exactes de ce drame et situer les responsabilités ainsi que d'identifier le ou les auteurs de ces jets de projectiles ayant coûté la vie à l'attaquant de la JSK Ebossé Albert Bodjongo. **Hamid Messir**

REACTIONS

● Kerbadj a qualifié de «catastrophe pour le football national»

Le président de la Ligue de football professionnel, Mahfoud Kerbadj, s'est dit *«consterné»* et *«bouleversé»* par le décès de l'attaquant camerounais de la JS Kabylie, Albert Ebossé, victime d'un jet de projectile samedi soir à Tizi Ouzou, en marge du match perdu par son équipe à domicile contre l'USM Alger. *«J'ai toujours du mal à croire à ce décès tragique, car j'étais présent au stade du 1er-Novembre et quelques minutes seulement avant l'incident, Ebossé courait encore, dans tous les sens, sous mes yeux»* a indiqué le président de la LFP, dimanche, dans un communiqué.

● Acte «odieux» selon Raouraoua

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, a condamné *«énergiquement»* le jet de pierres ayant coûté la vie, samedi, à l'attaquant camerounais de la JS Kabylie, Albert Ebossé, le qualifiant d'acte *«odieux»*, dimanche dans un communiqué publié sur le site de l'instance fédérale. Raouraoua a appelé à ce que *«les auteurs de cet acte innommable (soient) sévèrement punis»* avant d'appeler les différentes Ligues à *«sévir devant tous les dépassements, conformément aux règlements en vigueur».* Le patron de la FAF a incité également les différentes Ligues à *«rester mobilisées»* pour lutter contre la violence *«sous toutes ses formes dans les stades»*. Mohamed Raouraoua a, par ailleurs, encouragé la *«dédramatisation des matches de football, quel que soit l'enjeu».* Une mission qui relève, selon lui, non seulement des dirigeants du football national, mais aussi de la presse sportive.

● Grine dénonce un acte «ignoble»

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a appelé hier la presse, plus particulièrement la presse sportive, à jouer son rôle pour combattre le phénomène de la violence dans les stades, au lendemain du décès du joueur de la JS Kabylie, Albert Ebossé, touché par un projectile à l'issue du match face à l'USM Alger, qu'il a qualifié d'acte *«ignoble». «J'éprouve un sentiment de peine et de tristesse (...). Je condamne avec la plus extrême fermeté cet acte ignoble qui endeuille tout le football algérien»* a déclaré Grine à la Chaîne III de la Radio algérienne, tout en présentant ses condoléances à la famille du défunt et à la grande famille de la JSK. Le ministre a estimé que la violence *«est un phénomène mondial qui existe même dans les pays les plus développés»,* précisant que cela *«n'enlève en rien à la gravité de la situation»,* notamment après ce qui s'est passé hier samedi au stade du 1er Novembre de Tizi Ouzou.

● Hayatou s'est dit atterré et triste

Le président de la Confédération africaine de Football (CAF), Issa Hayatou s'est dit atterré et triste pour le tragi que décès de l'attaquant camerounais de la JS Kabylie, Albert Ebosse, victime d'un jet de projectile à l'issue de la rencontre du championnat algérien, disputée samedi entre la JS Kabylie et l'USM Alger. *«Je suis partagé entre tris - tesse et colère du drame. Mes pensées vont d'abord à la famille et aux proches d'Ebosse, ce jeune qui n'aspirait qu'à vivre paisiblement sa passion pour le football dont il avait fait son métier, ce qui l'a conduit à émigrer hors de son pays»,* a réagi Issa Hayatou.

A. H.

Examen de l'avant-projet de loi de finances 2015

Polémique à la veille de la tenue du Conseil des ministres

L'avant-projet de loi de finances 2015, qui sera le point principal de la réunion du Conseil des ministres attendue au cours de cette semaine, continue de susciter la polémique notamment concernant des mesures jugées par les producteurs comme un cadeau aux importateurs.

Ph/D. R.

Par Nacera Chennafi

Il est à noter que c'est pour la première fois que le gouvernement opte pour une loi de finances au lieu d'une loi de finances complémentaire. Cette loi est très attendue puisqu'elle donnera le coup d'envoi du plan quinquennal qui débutera en 2015 et financera les chantiers déjà en cours.

Cependant, certaines mesures incluses dans le projet de loi de finances 2015 font polémique. Il s'agit en particulier des mesures fiscales qui avantagent les entreprises d'importation au détriment des sociétés de production. Selon l'avant-projet de loi de finances 2015, le gouvernement propose d'amender l'article 150 du code des impôts directs et taxes assimilées, en baissant l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) pour les entreprises d'importation et de services qui passerait de 25% actuellement à 23% et d'augmenter celui des entreprises de production de 19% à 23%.

L'avant-projet de loi de finances pour 2015, qui sera le point principal de la réunion du Conseil des ministres attendue au cours de cette semaine, continue de susciter la polémique.

Pour les patrons, cette mesure est «*inacceptable*» et serait au profit des «*importateurs*», sachant que le gouvernement s'est engagé, lors de la dernière tripartite, à promouvoir la production nationale.

Certains syndicalistes qui défendent la production nationale et son encouragement par l'instauration du crédit à la consommation du produit local, relèvent la «*contradiction*» de ladite mesure avec les différents programmes d'encouragement des entreprises nationales productrices.

Il est à noter que d'autres nouveautés figurent dans le projet de loi de finances 2015.

Il s'agit notamment du passeport biométrique, dont le timbre fiscal passera de 2 000 DA actuellement à un million de centimes dès le 1er janvier prochain. Cette hausse est justifiée par «*l'augmentation de la durée de validité de ce document de voyage, prolongée jusqu'à dix ans*». Cette décision a provoqué un rush des citoyens au niveau des daïras pour demander leur passeport avant l'application de la nouvelle mesure.

D'autre part, l'impôt forfaitaire sera généralisé en 2015 aux professions libérales et petites entreprises. Le projet de loi de finances 2015 prévoit également une augmentation des impôts et taxes sur le tabac, avec dix dinars de taxe supplémentaire.

Par ailleurs, le texte consacre l'abrogation de l'article 87-bis de la loi n°90-11 du 21 avril 1990, relative aux relations de travail, ainsi que le renvoi à la voie réglementaire pour la nouvelle définition du SNMG.

Dans une note de présentation, les rédacteurs de l'avant-projet de loi de finances (APLF) pour 2015 expliquent que ce texte s'inscrit dans les objectifs liés à la concrétisation du programme quinquennal 2015-2019.

Ainsi, il s'agit de consacrer une croissance économique avec une plus grande diversification de sa structure, améliorer les exportations hors hydrocarbures et créer de l'emploi.

Il est à noter qu'en plus de l'avant-projet de loi de finances 2015, le Conseil des ministres examinera d'autres textes, notamment les projets de modernisation de la justice, celui portant sur la protection de l'enfant et celui portant création d'un fonds pour la pension alimentaire au profit des femmes divorcées. Et ce, outre des dossiers relatifs à la rentrée sociale.

Cependant, pour ce qui est du dossier relatif à la révision de la Constitution, on ignore s'il fera l'objet d'un examen lors de cette troisième réunion du Conseil des ministres après la réélection du Président Bouteflika, le 17 avril dernier.

N. C.

Ali Laskri, membre de l'instance présidentielle du FFS

«Le consensus voulu doit impliquer les partis»

Le membre de l'instance présidentielle du Front des forces socialistes (FFS), Ali Laskri, a réitéré, samedi de Sétif, l'appel de son parti pour un «*large consensus national contre les dangers qui guettent le pays*». Présidant une conférence historique commémorative du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et du Congrès de la Soummam (20 août 1956), M. Laskri a relevé que ces deux évènements majeurs montrent l'importance de la cohésion et de l'entente nationale pour la concrétisation des intérêts supérieurs de la nation. S'exprimant devant des militants et sympathisants de son parti et de citoyens, le membre de l'instance présidentielle du FFS a souligné que le «*consensus voulu doit impliquer les partis soutenant le pouvoir et ceux de l'opposition ainsi que la société civile et toutes les catégories sociales*», estimant que la gravité des dangers et des manœuvres contre et autour du pays «*nous poussent vers cette démarche consensuelle*». M. Laskri a également rappelé que le Congrès de la Soummam a tenu à ouvrir les portes à l'adhésion de toutes les forces politiques à la Révolution pour «*ne pas laisser à la France une partie avec laquelle négocier au détriment du Front de libération nationale*». La conférence a été marquée par plusieurs communications dont celle de l'écrivain Brahim Tazegharet qui a fait le parallèle entre la révolte de cheikh El Hadad en 1871 et l'offensive du Nord-Constantinois en 1955, marquées toutes deux par une large adhésion populaire à l'action révolutionnaire. Des récitals poétiques glorifiant la Révolution de Novembre et saluant la résistance de la population de Ghaza à l'agression israélienne ont été donnés à l'occasion.

Yanis O.

LA QUESTION DU JOUR

Faut-il laisser faire en Libye ?

suite de la page Une

Voilà pour le principe. Il se trouve que s'agissant de la Libye, du moins tel que ce pays se présente aujourd'hui, l'Algérie serait au contraire habituée à se mêler des affaires intérieures de ses voisins qu'elle serait mal inspirée d'y intervenir. Dans ce cas tout au moins, l'attitude de principe est confortée par les réalités du terrain. La Libye est entrée dans la guerre civile, et contrairement à ce que pense Ramtane Lamamra, il n'y a pas d'issue possible à sa crise, vieille maintenant de plus de trois ans, autre que militaire précisément. Si l'Etat libyen doit un jour renaître de ses cendres, ce sera en conclusion des combats qui se sont intensifiés ces dernières semaines et qui maintenant opposent nationalistes et islamistes, ce qui peut-être n'était pas exactement le cas lors des premiers affrontements entre milices. Croire qu'il est possible de faire cesser ces combats, et d'amener leurs protagonistes à s'en remettre à la négociation pour trouver une issue politique à leurs différends, n'a pas la moindre chance de se vérifier dans la réalité. On aura d'ailleurs remarqué que la communauté internationale s'est retirée de ce pays, dans la certitude où elle est qu'il appartient désormais aux armes de décider de ce que sera la Libye, une daoula islamia, c'est-à-dire un Etat terroriste, ou un Etat national vivant en harmonie avec ses voisins. C'est en fait en ces termes que se pose le problème que représente la Libye tant pour l'Algérie que pour les autres pays de la région. Quel est l'intérêt stratégique de l'ensemble de ces pays : n'intervenir d'aucune façon dans cette guerre civile aux implications régionales, et prendre ainsi le risque de voir s'installer à leurs frontières un Etat sans foi ni loi qui passerait son temps à œuvrer à leur déstabilisation, ou bien s'entendre entre eux pour aider le courant nationaliste à l'emporter militairement? Il va de soi que c'est le deuxième choix qui répond à leur intérêt dans l'immédiat comme sur le long terme. Il ne fait pas de doute que c'est lui qu'ils feront si la guerre en Libye tourne à l'avantage des groupes islamistes, comme il semble justement que ce soit le cas ces dernières heures, avec la prise de contrôle de l'aéroport international de Tripoli après un mois de combat. Or les milices islamistes coalisées ont réalisé ce succès en dépit de raids aériens effectués par des avions non identifiés contre certaines de leurs positions. C'est bien la preuve que les attaques ponctuelles de ce genre, quelle qu'en soit la provenance, ne suffisent pas à renverser la vapeur.

M.H.

Réunion aujourd'hui des ministres des Affaires étrangères voisins de la Libye

Lamamra au Caire pour «désamorcer» la crise

Les ministres des Affaires étrangères de la Libye et de ses six voisins se réuniront lundi au Caire au moment où les milices multiplient les attaques contre les autorités de Tripoli dont elles contestent la légitimité. Les chefs de la diplomatie de la Libye, l'Egypte, l'Algérie, la Tunisie, le Soudan, le Tchad et le Niger participeront à ces entretiens, annonce un communiqué du ministère égyptien des Affaires étrangères.

Par Lynda Naili Bourebrab

Ph /D. R.

Ramtane Lamamra est sur tous les fronts. Avec une situation sécuritaire chaotique entre les mains de groupes miliciens qui détiennent depuis avant-hier, au terme de six semaines de combats, l'aéroport international de Tripoli, et un contexte politique atrophié qui risque de devenir encore plus venimeux, notamment avec l'annonce du Conseil général national, dont le mandat a expiré, de la reprise de ses activités pour «*défendre la souveraineté de l'Etat libyen*», les efforts diplomatiques en vue de trouver une solution à la crise libyenne s'intensifient, tant au plan régional qu'international.

Inscrite dans cette démarche depuis le début du conflit fratricide qui déchire la Libye, et plaidant pour l'instauration d'un dialogue à même de déboucher sur une issue pacifique, politique entre les factions belligérantes, loin de toute intervention étrangère, l'Algérie, représentée par son chef de la diplomatie, prendra part aujourd'hui au Caire à la quatrième réunion ministérielle des pays voisins de la Libye où le dossier libyen sera au centre des discussions. De ce fait, dans un communiqué le département de Ramtane Lamamra indiquera que l'objectif de cette rencontre est de «faire le point» avec ses homologues libyen, égyptien, tunisien, soudanais, tchadien et nigérien «*des dernières évolutions de la situation sécuritaire et politique en Libye*». En outre, il sera également procédé à «*un examen approfondi des voies susceptibles d'aider les différents acteurs politiques libyens qui rejettent le terrorisme et ayant opté pour le dialogue comme seul moyen de sortie de crise, à aller de l'avant dans la quête d'un règlement définitif garantissant l'unité du pays et du peuple libyen*».

Par ailleurs, selon la même source, les ministres concernés évalueront également, lors de cette réunion, «*les rapports des commissions sécuritaire et politique instituées suite à une proposition algérienne, lors de la troisième réunion ministérielle des pays voisins de la Libye qui a eu lieu à Hammamet* (Tunisie), *les 13 et 14 juillet derniers*».

Il est à noter que l'insécurité en Libye prend de l'ampleur depuis la chute, en octobre 2011, de Maâmmar Kaddafi. Les autorités libyennes ne sont toujours pas parvenues à contrôler les dizaines de milices formées d'ex-insurgés qui font la loi, en l'absence d'une armée et d'une police régulières bien entraînées.

Ceci étant, une rencontre avec son homologue égyptien, Sameh Chokri, est également portée sur l'agenda cairote de Lamamra où il devra passer en revue «*l'état des relations bilatérales et les moyens de les renforcer davantage à la faveur de la nouvelle dynamique qui leur a été insufflée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et son homologue égyptien, Abdel Fattah al-Sissi*», ajoutera le communiqué des AE. Outre le conflit libyen, les questions internationales et régionales ne seront pas en reste de la rencontre Lamamra-Sameh Chokri, puisqu'il sera aussi question pour les deux chefs de la diplomatie d'aborder «*en profondeur*» la situation dans le monde arabe. Pour rappel, la première réunion des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de la Libye s'est tenue, à l'initiative de l'Algérie, en marge de la 17e conférence ministérielle du mouvement des pays non-alignés.

L. N. B.

Israël sous le feu de trois fronts

Netanyahu menace le Hamas

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahu, demande aux résidents de la bande de Ghaza d'évacuer tout site d'où le Hamas tire des roquettes.

L'armée sioniste a soumis la bande de Ghaza à un pilonnage intensif hier, tuant deux Palestiniens. Les deux victimes ont succombé à leurs blessures suite à un tir israélien qui a également fait cinq blessés, ont rapporté les secours. Les territoires occupés ont retenti d'explosions successives pulvérisant des immeubles et forçant les Ghazaouis à des courses affolées devant des frappes venues du ciel et semblant pouvoir tomber partout.

Au même moment, Israël s'est retrouvé pris sous le feu sur trois fronts différents entre samedi et dimanche, essuyant des tirs de roquettes de Syrie et du Liban en plus de ceux décochés de la bande de Ghaza. Personne n'a revendiqué ces tirs provenant de Syrie et du Liban, deux voisins avec lesquels Israël reste techniquement en état de guerre. Hier, une autre roquette tirée du Liban est tombée sur la Haute Galilée, dans le nord d'Israël, sans faire de dégâts ou de victimes.

Cette action non plus n'a pas été revendiquée. Mais des hélicoptères israéliens ont survolé la frontière, a rapporté une source de sécurité libanaise. Au moins neuf roquettes avaient été tirées du Liban sur Israël mi-juillet. Israël avait riposté par des tirs d'artillerie. Des responsables militaires libanais avaient attribué ces tirs à un petit groupe palestinien solidaire des habitants de Ghaza. Israël a adressé une «*ferme protestation*» à la Finul, la force des Nations unies qui, dans le sud du Liban, surveille la frontière.

Des incidents transfrontaliers ont déjà eu lieu dans le passé. «*Au moins cinq roquettes tirées depuis la Syrie ont touché différents points du plateau du Golan*», occupé par Israël depuis la guerre des Six jours en 1967. Israël poursuivra ses opérations militaires dans la bande de Ghaza jusqu'à ce que sa sécurité soit restaurée, a prévenu hier Benyamin Netanyahu. «Bordure protectrice», l'opération lancée le 8 juillet, «*se poursuivra jusqu'à ce qu'elle ait atteint son objectif (...) cela peut prendre du temps*», a-t-il déclaré. Netanyahu a constamment affirmé que le but de cette offensive meurtrière était de mettre fin à la menace venue de la bande de Ghaza, que ce soit celle des infiltrations par des tunnels ou les tirs de roquettes palestiniennes contre le territoire israélien.

«*Le Hamas est en train de payer et continuera à payer cher ses crimes. J'appelle tous les habitants de Ghaza à quitter immédiatement les lieux d'où le Hamas mène ses activités contre nous, tous ces endroits sont des cibles pour nous*», a-t-il dit.

Stopper l'effusion de sang

L'incertitude reste totale sur l'évolution du conflit, mais les consultations diplomatiques se poursuivent. L'Egypte, grand voisin d'Israël et de la bande de Ghaza, un des deux seuls pays arabes à avoir un accord de paix avec l'Etat hébreu, a invité Palestiniens et Israéliens à reprendre les discussions, a déclaré le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

«*Ce qui nous intéresse maintenant c'est de mettre fin à l'effusion de sang*», a dit M. Abbas. «*Quand cette trêve sera entrée en vigueur, les parties pourront s'asseoir et discuter de leurs demandes*». Le Hamas est «*pour tout accord ou tout effort sérieux qui réponde aux exigences palestiniennes. On discutera de toute proposition faite*», a déclaré un porte-parole du mouvement à Ghaza, Sami Abou Zouhri. S'exprimant devant des responsables dans le sud d'Israël, le ministre israélien de la Défense, Moshe Yaalon, a laissé entendre qu'Israël n'écartait pas une reprise des discussions. «*Je suis convaincu que l'autre partie est dans une situation où elle a plus besoin d'un cessez-le-feu que nous. Nous devons mener les choses de manière diplomatique (...) vers un point où nous parviendrons au calme et à la sécurité pour une période plus longue*», a-t-il déclaré. Benyamin Netanyahu s'est entretenu pour sa part par téléphone avec le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a affirmé, selon ses services, «*la nécessité de revenir à un cessez-le-feu sous les auspices égyptiens*».

Ph /D. R.

Un demi-million d'enfants n'ont pu reprendre l'école

Au moins 480 enfants palestiniens âgés de 10 jours à 17 ans ont péri dans cette guerre, la troisième en six ans à Ghaza, a indiqué l'Unicef. «*La mort d'enfants des deux côtés apporte une preuve supplémentaire et tragique de l'impact terrible que ce conflit a des deux côtés sur les enfants et leurs familles*», a dit l'organisation dans un communiqué où elle appelle au cessez-le-feu. Un demi-million d'enfants qui devaient reprendre l'école hier dans la bande de Ghaza n'ont pas pu le faire, ont dit l'Unicef et l'Unesco, autre agence onusienne pour l'éducation, ainsi que l'organisation d'aide aux enfants Save The Children. «*Aujourd'hui, les enfants devraient être à l'école pour apprendre et non pas essayer de survivre*», ont dit David et Paulette Hassell, responsables de Save The Children. «*Retourner à l'école est une bouée de sauvetage vitale pour ces enfants traumatisés*», ont-ils souligné. Mais, avec 219 écoles endommagées, 103 d'entre elles transformées en refuges pour 330 000 Palestiniens déplacés et la menace continue des bombes, l'école devra attendre au moins deux ou trois semaines après l'instauration d'un cessez-le-feu pour reprendre, disent les humanitaires.

Meriem Benchaouia

Drogue

Plus de 72 quintaux saisis depuis le début de l'année

Avec la récente saisie de 37 quintaux de kif traité, le groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Relizane a réalisé sa plus importante prise de drogue, depuis le début de l'année en cours marquée par l'interception de plus de 72 quintaux de cette marchandise prohibée.

Ph/DR

Par Halim L.

Le Commandant Meguellati Nasrdine, responsable de la communication du groupement, est catégorique, les narcotrafiquants «*redoublent*» d'ingéniosité pour passer à travers les filets des services de sécurité qui les traquent implacablement. «*Depuis le début de l'année en cours, quelque 72,87 quintaux ont été saisis sur notre territoire lors de quatre opérations, toutes couronnées de succès*», a-t-il expliqué. Au-delà de la quantité de drogue saisie, c'est le mode opératoire des réseaux de trafic de drogue qui retient l'attention. Ces derniers n'hésitent pas à user de toutes les ruses pour détourner l'attention des gendarmes mais en vain. Le 9 février dernier, un camion maquillé en véhicule appartenant à Sonelgaz a été intercepté. Une fouille minutieuse a permis de découvrir une quantité de 19,95 quintaux de kif. Les gendarmes ont mis sous la main des documents falsifiés dont un faux ordre de mission portant le sigle de cette entreprise nationale. Le 30 mars, un camion frigorifique est contrôlé au niveau d'un barrage de la gendarmerie. A première vue, rien d'anormal. Le frigo était vide. Seulement en redémarrant, le gendarme remarque une anomalie. Le châssis du camion est presque à ras de terre. L'alerte est donnée. Le véhicule est pris en chasse puis immobilisé. Sa fouille minutieuse a permis de découvrir une fausse cache dans laquelle était dissimulée 15,08 quintaux de kif. Le conducteur a été arrêté.

Faux couple, vrais trafiquants

Le 12 juillet dernier, les gendarmes ont mis la main sur une quantité de 84 kilos de kif. Ils étaient dissimulés à l'intérieur d'un véhicule transportant un faux couple accompagné d'un bébé. «*La mise en scène était parfaite. Il y avait même à l'intérieur du véhicule un siège-bébé. On a trouvé même un biberon rempli de lait tout chaud*», a indiqué le même officier. Le pot aux roses a été découvert suite à la crevaison d'une roue du dit-véhicule, abandonné sur la bande d'urgence. Ses occupants avaient pris la fuite. Enfin, au début de ce mois d'août, agissant sur information et après une traque de près d'un mois, un camion de transport de carburant a été intercepté au niveau de la localité de Belassel, sur l'autoroute Es-Ouest. A l'intérieur de la citerne, dans une cache bien aménagée, les gendarmes avaient découvert une quantité de 37 quintaux de kif, représentant une colossale valeur de 400 millions de dinars. Le conducteur du camion et deux autres complices escortant la «*cargaison*» ont été arrêtés. L'enquête est toujours en cours pour démêler l'écheveau de cette affaire. L'officier a expliqué que les transporteurs de drogue sont toujours accompagnés de deux complices roulant à bord de véhicules. Le premier «*ouvre*» la route et signale éventuellement les barrages des services de sécurité et alerte le transporteur en cas de danger. Le second complice ferme la marche, sa mission consiste à «*récupérer*» le transporteur au cas où celui-ci se trouve contraint d'abandonner sa «*cargaison*». Pour le commandant Meguelati, la wilaya de Relizane est devenue une région de transit pour les narcotrafiquants qui convoient ces quantités de drogue vers l'étranger. Il a souligné également que cette région est un passage obligé pour ceux devant se rendre vers les différentes régions du pays. «*Au niveau de notre wilaya, ce sont quelque 24 000 véhicules, tous tonnages confondus qui empruntent chaque jour le tronçon de l'autoroute Est-Ouest. C'est dire toute l'énorme tâche que doivent assumer au quotidien nos éléments*», a-t-il expliqué. La présence dissuasive sur les routes des éléments de ce corps de sécurité et la mise en service de 9 radars sur différents axes a eu pour effet positif, durant les 7 premiers mois de l'année en cours, la réduction du nombre d'accidents de la route de moins 22%, par rapport à la même période de l'année précédente (2013). De janvier à fin juillet 2014, 38 accidents routiers ont été enregistrés sur les différents axes de la wilaya causant la mort de 44 personnes et 569 autres ont été blessés. Durant cette même période, 16 164 procès-verbaux ont été dressés et 10 045 retraits de permis de conduire ont été opérés. Tout en plaidant pour l'application de la loi à l'encontre des contrevenants et chauffards de la route, le chargé de la communication du Groupement de la gendarmerie de Relizane a mis également en exergue l'importance que revêt l'action de sensibilisation et d'information. «*Jusqu'à la fin du mois de juillet dernier, nous avons entrepris 666 campagnes d'information et de sensibilisation sur les dangers de la route, les maux sociaux, visant aussi bien les automobilistes, les établissements scolaires, les centres de formation professionnelle. Nous avons récolté le fruit de nos efforts, avec notamment la baisse sensible des accidents de la route alors que dans d'autres régions la courbe est plutôt ascendante*», a encore ajouté l'officier. **H. L.**

Piqûres scorpioniques

Quatre décès depuis le début de l'année

QUATRE personnes, victimes de piqûres de scorpion, ont trouvé la mort depuis le début de l'année 2014 dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH). Les victimes décédées par envenimation scorpionique sont trois hommes, (âgés respectivement de 17, 26 et 44 ans) et une femme (68 ans). Une personne est décédée au mois de mai, tandis que les autres victimes de morsures scorpioniques sont mortes en juillet dernier, a-t-on précisé au niveau du service prévention de la DSPRH. Au total 1 013 cas d'envenimation scorpionique ont été enregistrés à travers la wilaya de Ouargla au cours du premier semestre 2014, a-t-on ajouté de même source. La majorité de ces cas, enregistrés notamment durant la période estivale, a été signalée par les services sanitaires relevant des daïras de Ouargla, Touggourt, Taibet, El-Hedjira, El-Borma et Hassi Messaoud, a-t-on fait savoir. Cette période a marqué une nette hausse des cas d'envenimations scorpioniques par rapport à la même période de l'année précédente avec 879 cas et un décès, selon la même source. Une enveloppe de 6 millions DA a été consacrée au titre du budget préventif (BP) de l'année 2014 pour la lutte contre ce fléau et les moustiques, a-t-on indiqué à la commission de la santé, de l'hygiène et de la préservation de l'environnement relevant de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Ouargla. Les services de santé de Ouargla ont organisé des actions de sensibilisation à travers la wilaya sur les risques d'envenimation par les piqûres de scorpions et leur prévention, notamment en période estivale. Ces initiatives visent également à encourager et à multiplier les campagnes de ramassage de ces insectes venimeux au profit de l'Institut Pasteur (Alger) spécialisé dans la fabrication des sérums anti-venin, a-t-on signalé. **Farid S.**

Santé

Les professeurs du paramédical exposent leurs doléances

Suite à sa demande d'audience, le Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical SNPEPM a été reçu par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf la semaine dernière. Cette rencontre a été dédiée aux préoccupations des professeurs de l'enseignement paramédical. Au menu, les représentants du syndicat des professeurs du paramédical ont exposé les préoccupations de cette corporation qui réclame plus d'attention de la part des autorités publiques. Dans son communiqué, le Syndicat des professeurs de paramédical dit savoir que l'essentiel des points exposés a été porté notamment sur le devenir du PEPM dans le nouveau système de la formation paramédicale, l'indemnité de contagion annulée par décision des directeurs des instituts des salaires des enseignants depuis le mois de juin 2014 faisant suite au non-versement du montant dans le chapitre indemnité de contagion budget 2014. La titularisation des PEPM des promotions 2009/2010/2011/2012 figure également sur la liste des revendications exprimées ainsi que les ponctions sur salaires des PEPM. Selon ce partenaire social, le premier responsable du secteur a qualifié ces revendications de «*légitimes*» et que les portes du dialogue restent ouvertes pour répondre favorablement aux préoccupations examinées dans les délais les plus brefs soutenant que «*la formation constitue une priorité dans le programme du gouvernement*». Le ministre a, en outre, donné instruction à son assistant pour programmer une autre réunion pour le 10 septembre prochain. Cette rencontre aura pour mission, selon le ministre, d'assainir la situation. La séance de travail sera présidée par le secrétaire général du ministère et réunira tous les directeurs centraux avec les membres du bureau national SNPEPM. Il faut rappeler que plusieurs mouvements de grève ont été initiés par cette corporation pour faire valoir leurs droits socioprofessionnels. Cette nouvelle rencontre aura à examiner des questions non encore prises en charge, bien que jugées «*légitimes*». En attendant le suivi des dossiers et les résultats de ces rencontres, le Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical exprime sa satisfaction du déroulement de cette audience.

Yasmine Ayadi

Bâtiment

Nécessité d'appliquer les normes parasismiques

Selon cet expert, des bureaux d'études assurent le suivi sur le terrain et l'organisme national de Contrôle technique de la construction (CTC) effectue le contrôle nécessaire surtout en matière de moyens.

Par Tarek L.

Phs. : DR

Bien présent à l'esprit des Algériens, notamment depuis le séisme du 21 mai 2003, le risque sismique rappelle à chaque fois la nécessité de s'en prémunir et d'appliquer les normes parasismiques, d'autant que le tremblement de terre du 1er août a dévoilé de nombreuses insuffisances en la matière, ont affirmé des spécialistes du BTPH. Selon ces spécialistes, les nouvelles bâtisses construites par les entreprises publiques ont mieux résisté au dernier séisme, contrairement à certaines constructions réalisées par de promoteurs privés qui n'auraient pas respecté les techniques parasismiques et le choix des matériaux répondant aux normes. Les nouvelles constructions réalisées par les entrepreneurs publics n'ont pas subi de dégâts lors de ce séisme de magnitude 5,6 qui a frappé la capitale le 1er août tuant six personnes, alors que des fissures ont été constatées sur des constructions d'opérateurs privés dans certains quartiers de l'Algérois, ont-ils relevé dans des témoignages à l'APS. «*Nous avons constaté des fissures dans les murs de séparation au niveau de constructions d'une promotion privée dans la commune de Bordj El Bahri, à l'est d'Alger*», a affirmé Abdelkrim Selmane, consultant en BTPH. Ces fissures, qui ont épargné l'ossature des habitations, étaient causées en grande partie par un mauvais dosage de ciment dans les jointures pour la pose des briques, a-t-il expliqué. De son côté, Said Younsi qui dirige un cabinet d'architecture, a affirmé qu'«*il y a moins de problèmes dans les projets publics*». Selon cet expert, des bureaux d'études assurent le suivi sur le terrain et l'organisme national de Contrôle technique de la construction (CTC) effectue le contrôle nécessaire surtout en matière de moyens. En revanche, certaines nouvelles constructions réalisées par des promoteurs privés et situées notamment dans les communes de Birtouta, Chéraga et Baba Ali ont subi des dégâts plus ou moins importants, a-t-il constaté. «*Des confrères m'ont aussi parlé de cas similaires à Bordj El Bahri et à Ain Béniane*», a-t-il ajouté, mettant en cause les entrepreneurs qui se soucient peu du respect des normes parasismiques, notamment le respect des procédés de construction et l'absence de suivi et de contrôle. «*Il n'y a pas eu de destruction totale mais des nœuds se sont ouverts dans ces bâtisses*», a-t-il fait remarquer, ajoutant que beaucoup de fissures ont été constatées dans les escaliers.

Nécessité d'utiliser des matériaux modernes

Bien que les dégâts ne soient pas très importants, ce professionnel a mis en garde contre un début de destruction qui va s'accentuer s'il n'y a pas de réhabilitation et de respect des normes de construction. «*Si un autre séisme se produit et les réparations nécessaires ne sont pas opérées, le désastre va encore s'accentuer*», a-t-il averti. Quant à la conformité des matériaux de construction, M. Younsi a déploré le fait que des entreprises privées de construction continuent à fabriquer elles-mêmes leur béton sans respecter les normes relatives aux procédés de production de ce matériau stratégique et en l'absence de contrôle. «*En Algérie, c'est l'entrepreneur qui fabrique son béton et quand il le fait lui-même, il n'est pas bien contrôlé. Et là, il faut séparer les deux métiers qui sont différents*», a-t-il noté. Il a donc préconisé, à ce sujet, que les entreprises arrêtent de fabriquer leur béton et le commandent auprès des centrales agréées pour les grands ouvrages comme cela se fait dans d'autres pays. Il a relevé, en outre, le manque de professionnalisme et de rigueur de la part de certains laboratoires de contrôle des matériaux de construction, citant à titre d'exemple une différence «*énorme*» des résultats de contrôle du même béton dans deux laboratoires. Dans le même contexte, il a mis en garde contre certaines pratiques dans la préparation de béton où les entrepreneurs mettent plus d'eau dans le dosage du ciment, ce qui rend ce matériau, a-t-il dit, moins résistant par rapport à celui fabriqué avec une bétonnière. Cet architecte a souligné, entre autres, la nécessité d'obliger ces promoteurs privés à respecter les lois et règles d'art en vigueur pour assurer le contrôle et le suivi des constructions par des hommes de l'art (architectes, ingénieurs...) et veiller au respect de la conformité des matériaux de construction aux normes. D'autres experts ont recommandé, par ailleurs, l'utilisation de matériaux de construction modernes et plus légers qui renforcent la résistance des bâtisses aux séismes et réduisent les dégâts. Selon eux, l'Algérie, comme d'autres pays qui connaissent une intense activité sismique, peut remplacer les matériaux classiques comme les briques et les cloisons lourdes par des plaques de plâtre et des cloisons légères. Il existe également des étanchéités en terrasses plus légères en polymère que les étanchéités classiques qui sont aujourd'hui révolues. Ces professionnels ont regretté le manque de culture de maintenance d'un bâtiment en matière de réseaux, de canalisations, de contrôle et de réfection. Ils ont mis l'accent sur l'importance de s'habituer à assurer des niveaux de maintenance sur des vieux bâtis qui constituent «*un patrimoine et un tissu urbain européen hérité de l'époque coloniale*».

T. L./APS

Commerce

L'OMC désavoue la politique protectionniste de l'Argentine

L'ORGANISATION mondiale du commerce (OMC) a estimé que l'Argentine a violé les règles du commerce international en mettant en place des obstacles aux importations de biens européens, japonais et américains. L'OMC, qui a été chargée de trancher ce litige commercial, a expliqué, dans un jugement prononcé par le panel (tribunal d'arbitrage), que l'Argentine devait prendre «*les mesures nécessaires pour rendre sa politique compatible avec les règles de l'Organisation*». Les Etats-Unis sont les premiers à saluer cette décision. «*C'est une victoire majeure pour les travailleurs, les entreprises et les fermiers américains*», a déclaré Michael Froman, le représentant américain au commerce. «*Les mesures protectionnistes argentines ont un effet sur une large segment des exportations américaines, représentant des milliards de dollars par an*», a-t-il ajouté. De son côté, l'UE s'est également félicitée de ce jugement. «*La lutte contre le protectionnisme a été une des mes tâches les plus prioritaires lors de mon mandat de commissaire chargé du commerce international*», a déclaré Karel De Gucht, dans un communiqué publié à Bruxelles. «*Ce cas montre clairement que le protectionnisme n'est pas acceptable, j'appelle l'Argentine à agir rapidement pour se mettre en conformité avec les règles de l'OMC*», a ajouté le commissaire européen. Le panel a été mis en place en mai 2013, à la demande des Etats-Unis, de l'UE et du Japon qui accusaient l'Argentine d'avoir mis en place des restrictions qui pénalisent leurs exportations vers ce pays. Ainsi, les entreprises qui veulent exporter vers l'Argentine sont obligées, notamment en contrepartie, d'importer des biens argentins.

M.L.

Energie nucléaire

L'Iran inaugure une usine pour la fabrication de combustible

L'Iran a inauguré une usine de production de dioxyde d'uranium à Ispahan (centre) pour la fabrication de combustible pour les centrales nucléaires civiles, ont annoncé samedi les médias iraniens. «*L'inauguration de l'usine de production de dioxyde d'uranium enrichi à moins de 5% se situe dans le cadre de l'accord avec le groupe 5+1*» (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne)», a déclaré Ali Akbar Salehi, le patron de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), cité par l'agence Irna. «*Dans le cadre de l'accord avec le groupe 5+1, entré en application en janvier, nous devions transformer une partie de l'uranium enrichi à moins de 5% en oxyde*», a-t-il précisé. L'accord intérimaire de Genève prévoit la suspension d'une partie des activités nucléaires de l'Iran contre la suspension partielle des sanctions internationales. L'Iran et le groupe 5+1 ont décidé en juillet de prolonger de quatre mois l'accord intérimaire pour tenter d'aboutir à un accord global pour mettre fin à dix ans de crise. L'inauguration de cette nouvelle usine intervient alors que l'Iran a déclaré vouloir augmenter par dix sa capacité d'enrichissement d'uranium d'ici huit ans afin de pouvoir produire le combustible nécessaire à la centrale de Bouchehr construite par les Russes. Moscou s'est engagé à fournir le combustible d'ici à 2021. Les Etats-Unis et les pays européens demandent à l'Iran de réduire son programme d'enrichissement par quatre. L'Iran possède actuellement quelque 19 000 centrifugeuses, dont près de 9 000 de première génération (IR-1) qui sont en activité.

R.E.

El-Oued

Quinze établissements éducatifs réceptionnés

Ces nouveaux établissements scolaires ont été réalisés conformément à une stratégie visant à diminuer le déficit en matière de structures éducatives dans la wilaya et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves.

Ph. DR

Par Akila T./APS

Quinze nouveaux établissements éducatifs ont été réceptionnés dans la wilaya d'El-Oued, en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2014-2015), a-t-on appris samedi auprès de la Direction locale de l'éducation.

Il s'agit de sept nouveaux groupements scolaires pour le cycle primaire, ainsi que trois collèges d'enseignement moyen (CEM) et cinq lycées, a précisé le responsable local de la communication à la Direction de l'éducation, Youssef Rezzeg Salem. Ces nouveaux établissements scolaires ont été réalisés conformément à une stratégie visant à diminuer le déficit en matière de structures éducatives dans la wilaya et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a-t-il souligné.

Le secteur de l'Education de la wilaya d'El-Oued sera renforcé également, au titre de la même saison scolaire, par 100 nouvelles classes dont 73 pour le cycle primaire et 28 autres pour le moyen, a-t-il ajouté.

Sept nouvelles salles de sport sont prévues aussi à travers certains établissements éducatifs de la wilaya, dans l'objectif d'encourager la pratique du sport en milieu scolaire.

Dans le cadre de la promotion de la santé scolaire, trois unités de dépistage et de suivi (UDS) sont prévues lors de la prochaine rentrée scolaire, pour assurer la prise en charge médicale des écoliers, selon la même source. Ces nouvelles structures éducatives contribueront à l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves grâce à la diminution de la surcharge des classes dans les différents paliers d'enseignement, un phénomène souvent soulevé par les associations de parents d'élèves.

Jijel

Le développement de la pêche en question

Des rencontres de concertation avec les principaux partenaires de la Direction de la pêche et des ressources halieutiques de Jijel ont été entamées, et ce, en prévision du lancement du programme d'investissements publics sectoriel à l'horizon 2019, a-t-on appris des responsables du secteur de wilaya.

L'élaboration du programme quinquennal de développement des activités liées à la pêche et à l'aquaculture «Aquapêche 2020» décline les objectifs, les instruments et les actions à entreprendre dans ce secteur économique, pour la mise en place d'un plan d'action du gouvernement relatif au programme du président de la République pour la période 2015/2020, a-t-on précisé de même source. Dans cet ordre d'idées, une démarche de concertation et de validation a été définie pour assurer la participation active et élargie de l'ensemble des parties prenantes du développement du secteur de la pêche, à savoir les représentants des différents secteurs, structures partenaires, professionnels, scientifiques, universitaires, société civile, organismes financiers, établissements de formation, dans la conception de l'approche sectorielle de développement et d'industrialisation des activités productives.

La première phase de ce processus, lancée au mois de juin dernier, a été entamée par une série de séances de consultations au niveau local, pilotées par les comités de wilaya mis en place à cet effet.

La seconde phase de consolidation des propositions d'enrichissement du projet du programme quinquennal issues des différentes discussions et réunions avec les acteurs et partenaires concernés, sera marquée par l'organisation de regroupements régionaux au courant du mois d'octobre prochain, a-t-on précisé.

Ces rencontres coïncideront avec la programmation retenue dans le cadre du projet PNUD/FAO par la formulation de la stratégie de développement de la pêche et de l'aquaculture et permettront ainsi de mettre en cohérence les recommandations dégagées lors des rencontres de wilaya.

Fodil A.

Saïda

Campagne de vaccination de bovins

Une campagne de vaccination devant toucher quelque 13 000 bovins sera lancée dès septembre prochain, a-t-on appris samedi du directeur des services agricoles de la wilaya de Saïda, Mohamed Hanafi. Ce responsable a précisé que ses services ont mobilisé 30 vétérinaires pour mener à bien cette campagne de lutte contre la fièvre aphteuse à travers toutes les communes de la wilaya.

La région la plus exposée à cette maladie est celle d'Aïn Sekhouna (90 km du chef-lieu de wilaya), limitrophe à la région de Tiaret, où un foyer de cette zoonose a été découvert, a relevé M. Hanafi, ajoutant que les services vétérinaires ont reçu dernièrement 2 000 doses de vaccin ayant permis de vacciner 2 000 têtes bovines.

D'autre part, 10 équipes de vétérinaires sillonnent actuellement cinq zones frontalières pour entreprendre des vaccinations de rattrapage du cheptel des communes d'Aïn Sekhouna, Moulay Larbi, Sidi M'hamed, Ouled Brahim et Sidi Boubakeur. Les services vétérinaires de la wilaya ont entrepris des campagnes de sensibilisation et d'information des éleveurs sur les risques que représente cette zoonose, de même qu'il a été procédé à la fermeture des marchés à bestiaux pour éviter l'apparition de foyers de fièvre aphteuse et sa propagation.

Boualem N.

Mascara

Travaux de réhabilitation des routes

Le chemin de wilaya (CW) n° 13 reliant les communes situées à l'est des wilayas de Mascara et de Relizane sera opérationnel vers la fin de l'année en cours, a-t-on appris du directeur local des travaux publics, Amar Kouider.

Cette voie routière a fait l'objet de travaux d'élargissement et de réhabilitation pour une enveloppe évaluée à 323 millions de dinars. Le chantier enregistre un taux d'avancement de 30% et se poursuit à un rythme «*appréciable*» devant permettre sa réception à la fin de l'année en cours, a indiqué le responsable du secteur. Inspectant dernièrement le chantier, le wali de Mascara avait donné des instructions pour que cette échéance soit respectée.

Les travaux actuels portent sur une distance de 11,3 km et visent l'élargissement de la chaussée pour passer de 4,5 m à 7 m, la réalisation de 3 ouvrages d'art et l'élimination des points noirs par la correction de certains virages.

L'objectif étant de permettre une meilleure fluidité de la circulation routière. De leur côté, les services concernés de la wilaya de Relizane entreprennent la réhabilitation du tronçon de cette route traversant leur territoire. Les travaux portant sur 31 km touchent la partie allant des limites avec la wilaya de Mascara jusqu'au chef-lieu de Relizane.

Les travaux enregistrent un taux «*appréciable*» d'avancement, a-t-on indiqué de même source. Les usagers de la route, notamment ceux des communes situées à l'est de Mascara comme celles d'Oued el Abtal, Aïn Ferrah et Sidi Abdeldjebbar, et ceux de la wilaya de Tiaret, utilisent fréquemment le CW n°13 pour atteindre la wilaya de Relizane ou pour accéder à l'autoroute Est-Ouest.

Larbi O.

Tamanrasset

Tazrouk, destination privilégiée des estivants

LA COMMUNE de Tazrouk (140 km de la capitale de l'Aheggar), connue et reconnue pour ses oasis et son paysage saharien spécifique, est devenue ces jours-ci la destination privilégiée des estivants issus de la région et des wilayas limitrophes. La région de Tazrouk suscite durant cette période estivale et caniculaire un vif engouement des vacanciers venus de différentes wilayas limitrophes telles qu'Adrar, Illizi, Ghardaïa et Ouargla, notamment après l'ouverture à la circulation de la route reliant la commune de Tazrouk à celle d'Idles (nord de Tamanrasset). L'été est la saison la plus pluvieuse de l'année dans cette région située en altitude, à quelque 2 000 mètres au-dessus de la mer, ce qui mène au réveil des oueds de la région et assure des températures relativement agréables. Ce musée géologique à ciel ouvert se caractérise par une diversité de paysage et biologique, ce qui prédestine Tazrouk à devenir un pôle touristique d'excellence dans le sud du pays. Cette saison est une occasion pour les touristes de découvrir aussi les festivités de la «Ouaâda» du saint marabout Moulay Abdellah El-Reggani, période qui coïncide également avec la cueillette des fruits de saison dans cette région, notamment le raisin, la figue et la pêche. Les habitants de Tazrouk sollicitent une meilleure exploitation des potentialités touristiques qui font la richesse de cette région, dans le but de promouvoir l'artisanat local et d'assurer la relance économique.

Djilali C.

Bombardement des milices islamistes en Libye

L'Egypte dément toute implication

■ Un porte-parole de miliciens islamistes a accusé nommément l'Egypte et les Emirats arabes unis d'être responsables des raids nocturnes qui ont frappé par deux fois cette semaine leurs positions près de l'aéroport de la capitale libyenne.

Par Sadek L.

Ph : DR

L'Egypte a démenti «*catégoriquement*» hier avoir bombardé des positions de milices islamistes libyennes engagées dans la bataille pour le contrôle de l'aéroport de Tripoli, comme ces dernières en ont accusé Le Caire. Un porte-parole de miliciens islamistes a accusé nommément l'Egypte et les Emirats arabes unis d'être responsables des raids nocturnes qui ont frappé par deux fois cette semaine leurs positions près de l'aéroport de la capitale libyenne. Il a affirmé que le gouvernement provisoire et le Parlement étaient complices de ces raids.

«*L'Egypte dément catégoriquement les informations de presse sur des bombardements par des avions de combat égyptiens de positions contrôlées par des milices islamistes armées dans la capitale libyenne Tripoli*», a affirmé dans un communiqué le ministère égyptien des Affaires étrangères.

«*Ces informations sont dénuées de tout fondement*», a ajouté le communiqué. L'accusation des islamistes visant les Emirats et l'Egypte est intervenue après plusieurs jours de spéculations sur l'identité des avions qui ont attaqué les rangs islamistes.

Depuis la chute du régime de Mouammar Kaddafi en octobre 2011, les autorités libyennes ne parviennent pas à contrôler les dizaines de milices formées d'ex-rebelles, dont nombre d'islamistes, qui font la loi dans le pays en l'absence d'une armée et d'une police bien structurées et entraînées. Les violences se sont intensifiées depuis la mi-juillet, notamment à Tripoli où des milices nationalistes affrontent des groupes islamistes pour le contrôle de l'aéroport.

Des miliciens islamistes ont affirmé samedi avoir ravi l'aéroport de Tripoli aux nationalistes, une annonce quelque peu atténuée par l'un de leurs porte-parole qui a précisé qu'ils étaient «*entrés dans l'aéroport où ils s'emploient à nettoyer des poches de résistance*».

Le Parlement élu le 25 juin, où les islamistes n'ont pas la majorité, a réclamé la semaine dernière une intervention étrangère pour protéger les civils. Il est depuis contesté dans la rue par des manifestants.

Le Parlement s'est dit hier déterminé à venir à bout de groupes islamistes et jihadistes actifs en Libye. «*Les groupes qui agissent sous les noms de "Fajr Libya" et d'"Ansar Asharia" sont des groupes terroristes et hors-la-loi qui se dressent contre le pouvoir légitime*», a-t-il affirmé dans un communiqué, alors que l'assemblée sortante, le Conseil général national (CGN), dominée par les islamistes, a annoncé samedi son intention de reprendre ses activités.

Fajr Libya est une coalition de milices islamistes venant essentiellement de Misrata, à l'est de Tripoli. Ansar Asharia, classé «*terroriste*» par les Etats-Unis, prône le jihad et contrôle quelque 80% de la ville de Benghazi (1 000 km à l'est de Tripoli).

Vers la reprise des activités de l'Assemblée sortante

L'Assemblée libyenne sortante, le Conseil général national (CGN), dominée par les islamistes, va reprendre ses activités en dépit de l'existence du Parlement qui l'a remplacée, a annoncé son porte-parole.

«*Le Conseil général national va se réunir en urgence à Tripoli pour sauvegarder la souveraineté du pays*», a déclaré ce porte-parole Omar Ahmidane sur une télévision locale. Cette annonce intervient après que des islamistes ont indiqué retirer leur confiance au Parlement élu qui siège à Tobrouk (1 600 km à l'est de Tripoli).

Le porte-parole a justifié la démarche du Conseil national par le fait que le Parlement élu n'a pas respecté la Constitution provisoire, qui l'oblige à siéger à Benghazi (1 000 km à l'est de Tripoli).

«*Le Conseil général national a décidé de reprendre ses activités en réponse à l'appel du peuple et pour éviter au pays un vide politique*», a encore dit le porte-parole.

Le Parlement a outrepassé ses prérogatives en appelant à une intervention étrangère en Libye, a-t-il ajouté.

Le Parlement, élu le 25 juin et où les islamistes n'ont pas la majorité, est contesté dans la rue par des manifestants islamistes, depuis qu'il a appelé le 13 août à une intervention étrangère pour protéger les civils en Libye.

Le Parlement qualifie de «terroristes» ceux qui contestent sa légitimité

Le Parlement libyen a qualifié, dans la nuit de samedi à dimanche, de «*terroristes*» les groupes qui contestent sa légitimité et affirmé son intention de les combattre en soutenant les forces armées régulières.

«*Les groupes qui agissent sous les noms de Fajr Libya* (Aube de la Libye) *et d'Ansar Asharia sont des groupes terroristes et hors-la-loi qui se dressent contre le pouvoir légitime*», a affirmé dans un communiqué le Parlement, depuis Tobrouk (1 600 km à l'est de Tripoli) où il siège.

Le Parlement s'est dit déterminé à venir à bout de ces deux groupes. «*Ces deux groupes sont une cible légitime pour l'armée nationale, que nous soutenons avec force pour qu'elle continue sa guerre jusqu'à les contraindre à cesser les tueries et à remettre leurs armes*», a ajouté le Parlement.

Fajr Libya est une coalition de milices venant essentiellement de Misrata, à l'est de Tripoli.

Ansar Asharia, classé comme «*terroriste*» par les Etats-Unis, contrôle quelque 80% de la ville de Benghazi (1 000 km à l'est de Tripoli) où il résiste à une offensive du général dissident Khalifa Haftar.

Le groupe armé Fajr Libya a annoncé avoir pris samedi le contrôle de l'aéroport international de Tripoli à l'issue de dix jours de violents combats avec des miliciens nationalistes.

Il a retiré sa confiance au Parlement élu le 25 juin et au gouvernement provisoire, et invité l'assemblée sortante, le Conseil général national (CGN) à reprendre ses activités, ce qu'il a accepté de faire.

S. L./APS

Maroc

Une délégation sahraouie «maltraitée» à l'aéroport de Casablanca

L'ambassade de la République sahraouie à Alger a dénoncé les mauvais traitements par les services de sécurité marocains à l'aéroport de Casablanca à l'égard de la délégation sahraouie qui revenait d'Algérie après avoir pris part à la 5e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de la République sahraouie tenue à Boumerdès.

«*La délégation sahraouie qui revenait d'Algérie où elle avait participé aux travaux de l'université d'été dans la wilaya de Boumerdès a fait l'objet de mauvais traitements infligés par les services de sécurité marocains à l'aéroport de Casablanca*», a indiqué un communiqué de l'ambassade sahraouie. Les membres de la délégation sahraouie «*ont été ciblés par des mesures exceptionnelles dont leur isolement des autres voyageurs et leur enfermement à l'intérieur de l'aéroport*», poursuit la même source.

Les forces de sécurité marocaines «*ont renforcé leur présence à l'intérieur du bâtiment de l'aéroport international Mohammed V à Casablanca*», a souligné le communiqué avant de relever que les informations qui y parviennent font état d'un «*déploiement des forces d'intervention rapide aux alentours de l'aéroport ce qui reflète la gravité de ce que compte entreprendre les forces de sécurité à l'encontre des militants*».

Une délégation des territoires occupés composée de 70 participants de différentes villes du Sahara occidental et du sud du Maroc avait pris part à l'université d'été qui a pris fin jeudi dernier. Par ailleurs, les travaux du 2e congrès de l'Union des étudiants de Seguia El Hamra et Rio de Oro ont débuté samedi soir à Aousserd en présence de quelque 700 participants à leur tête le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz. Lors de cette rencontre, qui intervient près de 40 ans après la tenue du premier congrès, les participants procèderont à l'élaboration du plan d'action pour les quatre années à venir et à l'élection du secrétaire général et des membres du bureau exécutif de l'Union.

Organisé sous le slogan «le mouvement des étudiants sahraouis au service des objectifs nationaux», le congrès baptisé du nom du chahid Mohamed Salem Brahim Sidi Yakoub sera sanctionné par une série de recommandations.

En parallèle à cette rencontre, une conférence internationale de solidarité avec les étudiants sahraouis sera organisée outre des réunions avec des responsables sahraouis et des visites au musée de la résistance sahraouie et dans des camps de réfugiés.

L'Union des étudiants de Seguia El-Hamra et Rio de Oro est une organisation estudiantine relevant du Front Polisario, dont le premier congrès a été tenu en 1975 avant sa fusion avec l'Ujsario en 1984.

Amel F./APS

Irak

Assaut jihadiste contre une raffinerie, mobilisation internationale accrue

Les jihadistes de l'État islamique (EI) ont lancé un nouvel assaut pour s'emparer de la principale raffinerie d'Irak, alors que la mobilisation internationale s'intensifie pour contrer l'avancée de ce groupe violent et ultra-radical.

Par Ali O.

Washington, qui a mené depuis le 8 août plus de 90 frappes contre les jihadistes, a exprimé samedi sa détermination à poursuivre ses raids et menacé d'étendre son intervention à la Syrie voisine, où l'EI est également actif.

Suite à l'exécution sommaire d'un journaliste américain, les États-Unis ont durci leur rhétorique envers les jihadistes, condamnant une *«attaque terroriste»* et annonçant une réponse puissante.

Signe de la préoccupation grandissante également dans le monde arabe, les ministres des Affaires étrangères égyptien, saoudien, émirati et qatari, ainsi que le conseiller du chef de la diplomatie jordanienne se sont réunis hier à Jeddah, en Arabie Saoudite, pour évoquer la progression de l'EI.

Et le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a entamé hier une visite de deux jours en Irak, son voisin et allié contre l'EI.

L'Iran a indiqué cette semaine avoir fourni des conseils au gouvernement et aux Kurdes irakiens --qui combattent les jihadistes dans le nord du pays-- contre l'EI, tout en assurant ne pas avoir de présence militaire en Irak.

Mais la mort fin juillet d'un pilote iranien dans des combats en Irak et la présence d'avions de combats venus probablement d'Iran, selon des experts, semblent indiquer une implication plus directe de la République islamique.

Téhéran a également commencé des discussions avec certains pays européens sur la lutte contre l'EI mais a écarté une coopération militaire avec les États-Unis, ennemi historique de la République islamique.

Alors que les forces kurdes et irakiennes tentent avec difficulté de contrer les jihadistes et de les déloger des régions conquises depuis le début de leur offensive le 9 juin, l'EI a lancé samedi soir un nouvel assaut pour s'emparer de la principale raffinerie d'Irak, à Baïji (200 km au nord de Bagdad). Les combats se poursuivaient hier.

Par ailleurs, le bilan d'une vague d'attentats ayant ensanglanté le pays samedi est monté à 37 morts et plus de 150 blessés, tandis qu'à Bagdad, le pouvoir tentait toujours d'apaiser les fortes tensions confessionnelles attisées par une attaque meurtrière contre une mosquée sunnite vendredi dans la région de Diyala (nord-est de Bagdad). L'attaque a fait 70 morts et entraîné des heurts entre sunnites et chiites.

Le Premier ministre désigné Haïdar al-Abadi a aussitôt tenté d'apaiser les tensions confessionnelles, appelant ses concitoyens *«à resserrer les rangs pour empêcher les ennemis de l'Irak de provoquer des troubles».*

Cette attaque risque d'accroître la colère de la minorité sunnite envers le pouvoir chiite qui a besoin de sa coopération dans son combat contre l'EI.

Elle pourrait aussi compliquer davantage les tractations en vue de former un gouvernement appelé à répondre aux doléances de toutes les minorités, notamment celle des sunnites dont certains ont toléré l'EI après leur exclusion par l'ex-Premier ministre chiite Nouri al-Maliki, accusé d'avoir semé le chaos en marginalisant les sunnites.

En 2006 et 2007, des affrontements entre chiites et sunnites avaient fait des dizaines de milliers de morts.

Ph. > D. R.

Les frappes aériennes américaines ont freiné ces dernières semaines la progression des jihadistes et ne devraient pas faiblir après le choc causé par l'exécution du journaliste américain James Foley et malgré la menace de l'EI de tuer un second otage américain, le journaliste Steven Sotloff si les raids se poursuivaient.

Bien au contraire, Washington a durci le ton et s'est déclaré prêt à *«agir»* en Syrie contre l'EI, a rapporté samedi *le Wall Street Journal.*

«Nous l'avons répété plusieurs fois: si vous vous en prenez à des Américains, nous irons vous chercher où que vous soyez, et c'est ce qui va guider notre planification dans les jours à venir», a déclaré le conseiller adjoint à la sécurité nationale du président américain, Ben Rhodes, cité par le journal.

Un responsable militaire américain a déclaré au même quotidien que la préparation de frappes contre des *«objectifs très importants»*, comme des personnalités de l'EI, pourrait prendre entre "une heure à une semaine".

«S'il s'agit des camps d'entraînement, nous pourrions le faire très bientôt», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le président irakien Fouad Massoum a apporté samedi son *«soutien»* à la proposition de son homologue français François Hollande d'organiser *«une conférence internationale»* sur la sécurité en Irak et la lutte contre l'EI, selon l'Elysée.

L'EI, un groupe à la réputation sanguinaire qui a révulsé le monde en diffusant mardi une vidéo le montrant décapiter le journaliste James Foley, est également engagé dans la guerre en Syrie voisine où il affronte à la fois les rebelles et le régime de Bachar al-Assad.

A.O

Yémen

«Échec» des négociations avec la rébellion chiite, craintes d'une escalade

Les négociations engagées par les autorités avec la rébellion chiite pour désamorcer la crise au Yémen ont échoué, ravivant les craintes d'une escalade à Sanaa où partisans et adversaires du gouvernement s'apprêtaient hier à manifester. Une délégation de haut niveau, dépêchée jeudi auprès du chef de la rébellion d'Ansaruallah, Abdel Malek al-Houthi, dans son fief de Saada (nord), en vue de l'entrée de ce groupe dans un gouvernement de technocrates, a annoncé hier l'échec de sa mission après trois jours de tractations infructueuses. Les rebelles d'Ansaruallah, qui réclament notamment l'annulation d'une récente augmentation des prix du carburant, ont *«rejeté toutes les propositions que nous leur avons présentées (...) il semble qu'ils aient des intentions guerrières»,* a déclaré Abdel Malek al-Mikhlafi, porte-parole des émissaires du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi. Le porte-parole d'Ansaruallah, Mohamed Abdessalam, interrogé par l'AFP, a imputé l'échec à la délégation de négociateurs qui *«n'a pas de prérogatives»* pour répondre aux revendications de son groupe.

«Nous avons notre propre approche d'un règlement que la délégation n'a pas voulu attendre pour en discuter», a-t-il ajouté, réclamant, outre l'annulation de la hausse des prix et l'éviction du gouvernement, *«un partenariat dans toutes les structures de l'État»*.

Ce blocage politique s'est accompagné d'une mobilisation de deux parties qui ont battu le rappel de leurs troupes par haut-parleur pour une démonstration de force dans la capitale.

Des milliers de personnes ont rallié les partisans des rebelles, rassemblés dans le nord de Sanaa, non loin de certains ministères, dont celui de l'Intérieur, alors que des milliers de leurs adversaires se préparaient à manifester dans le centre de la capitale en soutien au régime, a rapporté un correspondant de l'AFP.

Depuis une semaine, les rebelles houthis ont multiplié les sit-in et manifestations massives avec l'objectif affiché d'une éviction du gouvernement d'unité nationale formé en décembre 2011, en vertu de l'accord de transition qui avait permis le départ de l'ancien président contesté Ali Abdallah Saleh.

La tension est montée d'un cran samedi avec l'arrivée de plusieurs milliers de manifestants chiites ayant rejoint un campement établi sur une route menant à l'aéroport dans le nord de Sanaâ, quartier où se trouvent notamment les ministères de l'Intérieur, de la Communication et de l'Électricité.

Les forces de sécurité ont renforcé leur dispositif de sécurité dans ce secteur, plaçant des véhicules blindés et des barrages aux alentours du campement rebelle.

L'annonce de l'échec des négociations entre le pouvoir et les rebelles a accentué l'exaspération d'une population, mise à mal par les difficultés économiques que connaît le pays et la vague de violences attribuée ou revendiquée notamment par Al-Qaïda, actif au Yémen.

«Nous vivons dans la peur et je crains que la situation ne se dégrade davantage et que Sanaâ connaisse le même sort que la province d'Amrane», a déclaré à l'AFP une militante, Amel al-Yafaï, témoignant d'un malaise dans l'opinion publique.

Points chauds

Impopularité

Par Fouzia Mahmoudi

Manuel Valls qui se voyait très probablement déjà en recours socialiste pour la présidentielle de 2017 au vu de l'impopularité record de François Hollande devrait commencer à revoir ses ambitions à la baisse. En effet, celui qui profitait d'une popularité unique parmi les socialistes en disgrâce ne fait plus partie des intouchables et voit ses propres chiffres prendre l'eau. Mais certains avaient néanmoins prédit cette chute s'expliquant par la nomination de Manuel Valls au poste de Premier ministre. Une position difficile qui souvent provoque un désamour et mécontentement des électeurs même vis-à-vis de leurs personnalités politiques préférées. Durant le second mandat de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, qui avait connu une popularité sans pareil lorsqu'il occupait le poste de ministre de l'Intérieur avait ainsi toujours refusé le poste de Premier ministre sachant que cela pourrait lui fermer les portes de la présidentielle préférant *«exiger»* de Chirac d'être nommé ministre d'État. Manuel Valls pourtant très souvent comparé à Sarkozy et même accusé par certains de copier sa stratégie pour arriver au sommet de l'État n'aura pourtant pas évité cet écueil et a aujourd'hui perdu de sa superbe après être devenu le responsable officiel de l'échec du gouvernement. *«Il y a une déception car sa nomination avait suscité un espoir par rapport à Jean-Marc Ayrault. Pour les Français, son discours volontariste tranche avec ses résultats»,* explique un analyste. Manuel Valls passe de 45 % d'approbation le mois dernier à 36 % en août. Ce chiffre qui constitue son niveau le plus bas depuis qu'il a posé ses valises à Matignon. Rappelons qu'en avril dernier seulement, il recueillait 58 % d'opinions favorables. La chute est ainsi dure et ne présage rien de bon pour les ambitions de Manuel Valls qui n'est de toute évidence plus perçu désormais comme un outsider parmi le gouvernement socialiste mais bien le responsable de tous ses échecs. Reste à savoir quelles mesures le Premier ministre décidera de prendre et surtout s'il sera prêt à sacrifier son poste de Chef du gouvernement pour espérer récupérer sa popularité avant 2017 ou s'il préfère prendre son temps et viser 2022.

F.M.

Ukraine

Kiev fête l'Indépendance, les insurgés exhibent leurs prisonniers

Les rebelles prorusses ont présenté hier plusieurs dizaines de prisonniers de guerre ukrainiens à la foule dans leur bastion de Donetsk, alors que le reste du pays célèbre la fête de l'Indépendance, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les soldats, capturés au cours des combats qui font rage dans l'est de l'Ukraine, ont été rassemblés sur la place Lénine dans le centre-ville du bastion insurgé, sous les huées de la foule et aux cris de fascistes, fascistes!.

Entre 40 et 50 hommes ont défilé, encadrés par les combattants rebelles, le long de la place devant des centaines d'habitants qui se sont rassemblés pour l'occasion. Vous vouliez venir ici, vous y êtes maintenant! ou encore Vous tuez des enfants!, lançaient les habitants de cette place forte de l'est de l'Ukraine assiégée depuis plus d'un mois par les forces gouvernementales.

Les prisonniers, tête baissée, les mains dans le dos, ont fini par monter à bord de deux bus qui sont partis vers une destination inconnue, tandis que les combattants insurgés qui les accompagnaient ont été acclamés par la foule, ont constaté les journalistes de l'AFP.

Lila Borsali donne un récital le 29 août à Oran

El-Bahia au rythme de la musique andalouse

■ L'interprète de musique andalouse Lila Borsali continue d'animer des soirées artistiques durant cette période estivale. Ce 29 du mois courant, elle animera un spectacle à la salle Maghreb, à Oran.

Ph. : DR

Par Abla Selles

Lila Borsali est une de ces artistes qui ont réussi à attirer un grand public avec sa voix forte et mélodieuse en même temps. Cette artiste professionnelle ne ménage aucun effort pour gratifier son public avec les plus belles chansons de musique andalouse. D'ailleurs, même les organisateurs des différents évènements artistiques la sollicitent souvent pour animer des soirées andalouses.

Le nom de cette artiste résonne aujourd'hui dans les quatre coins du pays et ses fans la réclament à chaque occasion.

En effet, après avoir inauguré le festival «Eté en musique» à la salle Ibn Zeydoun il y a quelques jours, Lila Borsali a rendez-vous avec ses fans à Oran. C'est à la salle Maghreb (ex-Régent) que cette interprète de musique andalouse chante le 29 du mois d'août courant les plus belles chansons de cette musique ancestrale. Cette soirée, qui s'inscrit dans le cadre des soirées d'été à Oran, est organisée par l'Office communal des arts et de la culture de la ville.

Lila Borsali est issue d'une famille tlemcénienne de mélomanes. C'est à Tlemcen qu'elle fait ses premiers pas dans la musique.

Dès l'âge de onze ans, elle est l'élève assidue de M. Bekkai qui dirige une classe d'initiation à la musique et apprend déjà à jouer de la mandoline. Elle intègrera quelque temps après la prestigieuse association Ahbab Cheikh Larbi Bensari et fera rapidement partie de l'orchestre «sénior» dirigé par Fawzi Kalfat. Elle devient aussitôt l'une des solistes du groupe et participe à de nombreux concerts et festivals ainsi qu'à l'enregistrement d'un CD à Radio France.

En 1995, elle quitte Tlemcen pour Paris et devient co-fondatrice de l'Association «Les Airs Andalous». Sous la direction de Abdelkrim Bensid, elle opte pour la kouitra. Pendant les années passées à Paris, elle a l'occasion de côtoyer d'illustres maîtres de la musique andalouse tels que feu Amine Mesli et Yahia Ghoul.

En 2009, Lila Borsali est de retour en Algérie, plus précisément à Alger. Elle intègre l'association «Les Beaux-Arts» d'Alger sous la direction de Abdelhadi Boukoura.

L'interprète de chanson andalouse participe avec cette association à diverses manifestations et enregistre avec l'orchestre une Nouba rasd où elle interprète un insiraf. Entourée de musiciens des écoles d'Alger et de Tlemcen, dans une heureuse harmonie elle gratifie en 2010 d'un album «*Frak Lahbab*» dans le genre hawzi. En 2012, c'est la sortie de son deuxième album «*Nouba Rasd Eddil*», puis un double album en 2014. Ce dernier est une «Nouba Ghrib» qui fait l'objet d'un travail de longue haleine.

A.S.

Création

Stimuler l'imagination chez l'enfant

Des hommes de lettres algériens et tunisiens ont souligné, samedi à Souk Ahras, l'importance de développer chez l'enfant le sens de la citoyenneté et l'appartenance à sa société. Les participants à la 3e édition du colloque national «L'enfant créateur», tenu à la salle des conférences Miloudi-Tahri, ont estimé que rattacher l'enfant à son patrimoine et à sa culture contribuera à développer son esprit et renforcer son épanouissement.

Lors de ce colloque, organisé à l'initiative de l'Union nationale des écrivains algériens (Unea), en coordination avec l'Office des établissements des jeunes (ODEJ) et l'association culturelle «Noun», les intervenants ont mis en exergue le rôle des parents dans le développement des aptitudes des enfants et l'élaboration de relations sociales permettant à l'enfant de s'exprimer et de s'épanouir et de s'ouvrir sur le monde extérieur.

L'écrivaine et poétesse tunisienne Wahiba Kouya a évoqué l'expérience créative chez l'enfant et les moyens accordés par la société dans la croissance de ce volet de sa personnalité, soulignant l'importance d'encourager et de stimuler son imagination.

De son côté, Nacer Maâmache de l'université de Bordj Bou-Arréridj s'est attardé sur la relation de l'enfant avec son environnement social et culturel mettant en exergue l'importance d'accorder à l'enfant l'opportunité de valoriser ses compétences et ses aptitudes.

Les travaux de la première journée de ce colloque se sont poursuivis avec la programmation de plusieurs conférences et la lecture des textes de poésie et de prose par des enfants, conviés à cet événement. Un documentaire intitulé «*L'enfant et la citoyenneté*», réalisé par Mlle Hayet Krayria et Rochdi Hafsi, a été présenté au public, évoquant les plus importantes étapes dans l'apprentissage des concepts de la citoyenneté et le rôle des activités scientifiques et artistiques dans l'enracinement de ce concept chez l'enfant.

Des récitals poétiques, une visite au camp de vacances d'Ain N'sour ainsi qu'une visite guidée sur les traces du poète tunisien Abou El Kassem Chebbi figurent également au programme de cette rencontre. **F.H.**

Constantine, capitale 2015 de la culture arabe

Des formations au profit des cadres du secteur

Des formations en management culturel seront lancées au profit des cadres du secteur de la Culture à Constantine en prévision de la réception des nouvelles infrastructures réalisées dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», a-t-on appris samedi auprès d'un membre du comité local de la préparation de cet événement culturel.

La formation dans ses divers volets vise à «*renforcer les capacités*» des cadres du secteur en matière de gestion des édifices culturels en leur offrant les mécanismes leur permettant d'«*acquérir des compétences et des aptitudes, dont la capacité d'engagement, la créativité et la production culturelle qualitative*», a indiqué la même source.

Affirmant la volonté de se mettre en adéquation sur le plan humain et technique des attentes du secteur, la même source a souligné l'importance «*de pérenniser et de rentabiliser*», au-delà de la manifestation culturelle que la ville des ponts s'apprête à accueillir, les méga-projets réalisés en prévision du grand événement. Elle a ajouté, à ce propos, que l'établissement des statuts pour chaque établissement culturel et la définition d'une nomenclature des métiers relevant du même édifice constituent une autre visée dans le processus de la pérennisation et la rentabilité de ces établissements. Le programme de réalisation de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe» englobe une salle de spectacle de 3 000 places, un pavillon d'exposition, tous les deux à la cité Zouaghi, sur les hauteurs de la ville, aux côtés d'un musée d'art et d'histoire et une bibliothèque urbaine à Bab el Kantara, non loin du centre-ville, ainsi que six annexes de la maison de la culture dans les différentes communes de la wilaya.

Concernant le chapitre réhabilitation et reconversion des anciens bâtiments, le programme de l'événement culturel attendu pour 2015 comprend, entre autres, la reprise et la conversion de la Médersa en centre dédié aux figures historiques et culturelles de la région, la résidence de la wilaya en centre des arts et les locaux de l'ex-monoprix en musée d'art contemporain.

L.B.

Agenda culturel

Salle Ibn Zeydoun et esplanade de Riadh El Feth
Jusqu'au 30 août :
Festival international «L'été en musique d'Alger».

Théâtre de plein air de Sidi Fredj
Jusqu'au 31 août :
Soirées du Casif de Sidi Fredj.

Maison de la culture de Khenchela
Jusqu'au 26 août :
Festival national du théâtre pour enfants.

Théâtre régional de Mostaganem
Du 20 au 26 août :
Festival national de la poésie melhoun.

Maison de la culture de Djelfa
Du 24 au 30 août :
Festival local de la chanson et de la danse naïlies de Djelfa.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 31 août :
Salon national de la céramique d'art en partenariat avec la Chambre des métiers de la wilaya d'Alger.

Salle El Mougar
Jusqu'au 31 août :
Projection du film *Quantum Of Solace* de Marc Forste, à raison de 4 séances par jour.

Coup-franc direct

Faut-il arrêter le foot ?

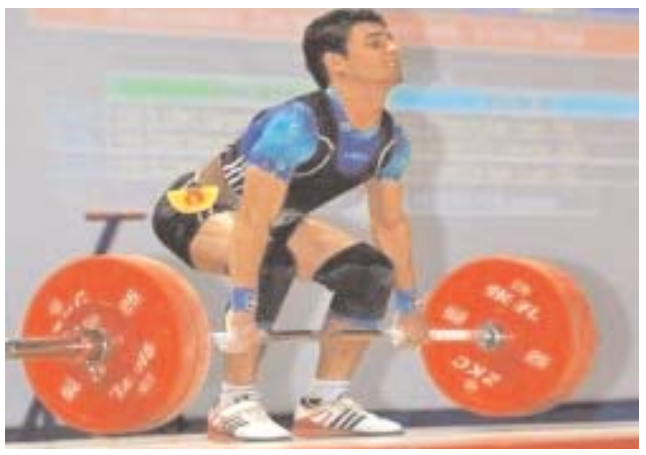
Par Anouar M.

Ce qui s'est passé à Tizi Ouzou nous interpelle à très haut point et nous force à trouver une solution radicale à ce phénomène de la violence qui continue à nous ranger comme un cancer. Faut-il se taire, encore se taire alors qu'il y a eu mort d'homme avec ce décès d'Ebossé, l'attaquant camerounais de la JSK qui a été fauché par la haine d'une certaine frange de «cannibales», parce que le qualificatif de supporteur est trop noble pour eux étant donné que le vrai supporteur c'est celui qui supporte son équipe jusqu'à l'ultime minute de la rencontre et sans aucune condition. Beaucoup se demandent maintenant s'il ne faut pas arrêter le football en Algérie jusqu'à ce que ces pseudos-supporteurs daignent quitter nos stades une fois pour toutes. Des jeunes qui prennent ces enceintes pour des défouloirs viennent drogués et ivres et sont totalement inconscients en faisant des choses vraiment trop graves. Qu'attendons-nous pour agir une fois pour toutes et endiguer ce phénomène. On avait parlé de nombreuses actions, notamment de réaliser une fiche des supporteurs violents pour les exclure des stades mais rien de cela ne s'est fait et ces «voyous» courent toujours dans nos stades. Il est temps donc d'agir une fois pour toutes et frapper d'une main de fer où sinon d'arrêter complètement le championnat s'il en est incapable de juguler ce phénomène.

A. M.

JO de la jeunesse-2014 (7e journée)

Record pour l'haltérophile Touairi



L'haltérophile Aymen Touairi (+85kg) a été la seule satisfaction algérienne de la 7e journée des Jeux olympiques de la jeunesse 2014 (JOJ-2014), disputée samedi, en battant le record d'Algérie à l'épaulé-jeté, alors que les athlètes engagés dans les épreuves d'athlétisme se sont contentés des places d'honneur dans leurs finales respectives.

Evoluant habituellement dans la catégorie des 94 kg, Touairi, relégué aux +85 kg par les organisateurs, a battu le record d'Algérie, détenu jusque-là par Walid Bidani (161kg) depuis 2012, en soulevant 171 kg à l'épaulé jeté et 133 kg à l'arraché pour un total de 304 kg.

Aymen Touairi (16 ans) a terminé à la 6e place sur sept concurrents, loin derrière le médaillé d'or, l'Arménien Simon Martirosyan qui a soulevé 170 kg à l'arraché et 221 kg à l'épaulé-jeté pour un total de 391 kg. L'entraîneur national, Kamel Saidi, s'est dit satisfait du résultat obtenu par Touairi vu que ce dernier a réussi à égaler le record d'Algérie alors qu'il est encore en cadets. En athlétisme, Hichem Bouhanoune qui a réussi à franchir 2,08 m, à deux centimètres de son records personnel, s'est classé à l'avant dernière position de la finale remportée par le Russe Danil Lysenko qui a sauté 2,20m.

Au concours de la perche, Mezioud Massika, médaillée d'or aux jeux Africains de la jeunesse (JAJ-2014) de Gaborone avec un saut de 2,90m, ne s'est pas présentée sur la piste pour prendre part à la finale C afin d'améliorer son classement. Lors des séries de qualification, disputée mercredi dernier, Mezioud n'était pas parvenue à passer la moindre barre et a été éliminée dés le premier tour de la compétition.

Pour sa part, le sprinter algérien Amine Bouanani, s'est contenté de la quatrième place de la finale C avec un temps de 14.19. Bouanani avait amélioré son record personnel lors des séries, signant un temps de 13.92.

Ligue 1 (2e journée)

Le CSC seul aux commandes, l'USMA surprend la JSK

■Le CS Constantine a pris seul les commandes du Championnat de Ligue 1 Mobilis de football grâce à sa victoire en déplacement contre le RC Arbaâ (1-0) lors de la deuxième journée disputée vendredi et samedi et marquée par la victoire à l'extérieur de l'USM Alger contre la JS Kabylie (2-1) dans le classico.

Anouar M.

Ph.> DR.

Les Sanafir qui restaient sur une large victoire contre le CR Belouizdad (3-1) ont confirmé leur belle entame de saison en allant battre le RC Arba, la belle surprise de la saison dernière, grâce à un but du Camerounais Aminou à la demi-heure de jeu.

Un second succès de rang qui permet aux hommes de Garzito de s'installer seuls aux commandes avec deux points d'avance notamment sur le champion sortant l' USM Alger qui est allé s'imposer à Tizi Ouzou contre la JSK (2-1).

Le mérite des Usmistes est d'autant plus grand qu'ils ont joué en infériorité numérique depuis la 27e minute du jeu après l'expulsion de Benmoussa. Le remplaçant Youcef Belaili a été l'auteur du but de la victoire (83).

Le MOB et le MCE Eulma n'ont pas confirmé leur succès de la première journée notamment pour les protégés de Amrani tenus en échec à domicile par la JS Saoura (1-1).

La journée a été également marquée par la première victoire de la saison du MC Alger et du CR Belouizdad contre respectivement l'ASO Chlef (3-1) et le MC Oran (1-0).

Le defenseur-buteur Hachoud a montré la voie à ses coéquipiers en ouvrant la marque sur coup franc (40') avant que Aoued et Sylla ne corsent la marque en 2e mi-temps.

Le CR Belouizdad a peiné pour sa part avant de disposer petitement du MC Oran (1-0) grâce à une réalisation de sa nouvelle recrue Lamouri Djediat. Le nouveau promu, l'ASM Oran sous la conduite de son entraîneur Djamel Benchadli a enchaîné un second résultat positif à l'occasion de la réception du NA Hussein Dey (2-1).

Bendiba (6) et Aoued (38) ont été les artisans du succès de l'équipe de «Medina Jadida» et enfoncent en même temps les Sang et Or dont c'est la deuxième défaite de suite après celle essuyée face au MO Béjaïa (2-0).

L'USM El Harrach orpheline de son ex-entraîneur Boualem Charef a renversé une situation compromise face au MC El Eulma (2-1). Menés au score dès la 7e minute sur un but de Derrardja dont c'est le 3e en deux matches, les Harrachis sont revenus de loin grâce à Abid (70) et Benachour (88).

A. M.

Résultats et classement

CRB- MCO 1–0
RCA-CSC 0–1
USMH-MCEE 2–1
MCA-ASO 3-1
ASMO-NAHD 2–1
JSK-USMA 1–2
MOB-JSS 1–1

	J	Pts
1 CS Constantine	2	6
2 MO Béjaïa	2	4
3 ASM Oran	2	4
USM Alger	2	4
5 MC Alger	2	3
6 JS Kabylie	2	3
7 MC El Eulma	2	3
8 USM El Harrach	2	3
9 RC Arbaâ	2	3
10 CR Belouizdad	2	3
11 JS Saoura	2	2
12 ES Setif	1	1
USM Bel-Abbès	1	1
14 ASO Chlef	2	1
15 NA H. Dey	2	0
16 MC Oran	2	0

Réunion extraordinaire du conseil d'administration de la LFP aujourd'hui

Le stade de Tizi Ouzou fermé

Le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, a convoqué une réunion extraordinaire du conseil d'administration de la Ligue pour lundi, suite au décès de l'attaquant de la JS Kabylie, Albert Ebossé, touché mortellement par un projectile à l'issue de la défaite samedi face à l'USM Alger (1-2), a annoncé la LFP sur son site officiel.

Avant de se réunir, la Ligue a déjà pris la décision, *«à titre conservatoire»*, de fermer le stade du 1er-Novembre de Tizi Ouzou jusqu'à nouvel ordre, selon la même source. La LFP annonce également que les dirigeants de la JSK, les arbitres ayant officié le match ainsi que le commissaire du match devront comparaître lundi devant la commission de discipline pour être auditionnés.

La défaite des Canaris a provoqué le mécontentement des supporters dont certains ont commencé à jeter des projectiles depuis les tribunes du stade du 1er-Novembre à l'issue de la rencontre, touchant mortellement le joueur camerounais.

Ligue des champions/ CS Sfax 1-1 ESS

L'Entente rate la 1re place

L'ENTENTE Sétif a perdu «bêtement» la première place du groupe B de la Ligue des champions en concédant le nul 1 à 1 à Sfax. Pourtant les Algériens, après avoir raté un penalty, avaient ouvert la marque par Ze Ondo à la 64e avant de marquer un second but par Ziaya injustement invalidé pour un hors jeu inexistant. A la 87e Maaloul transforme un penalty pour donner la première place aux Tunisiens, qui termine la phase de poule à 11 points, une unité devant l'ES Sétif.

Coupe d'Afrique des Nations 2017

La Libye renonce, l'Algérie pourrait la remplacer

Secouée par des violences depuis la révolution de 2011, la Libye a finalement renoncé à organiser la Coupe d'Afrique des nations en 2017, pour laquelle un appel à candidatures a été lancé par la Confédération africaine.

Ce n'est pas une surprise, mais c'est désormais officiel : la Libye renonce à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en 2017.

«Une délégation libyenne, conduite par le ministre de la Jeunesse et des Sports de Libye et comprenant le président de la

Fédération libyenne de football, l'a signifié au président de la Confédération africaine de football (CAF), Issa Hayatou, lors d'une réunion vendredi au siège cairote de la CAF», a annoncé le pays africain samedi dans un communiqué. «Raison invoquée par la partie libyenne, la situation sécuritaire instable que traverse le pays», précise-t-elle.

La Libye devait déjà organiser la CAN en 2013. Mais l'intervention militaire étrangère et la révolte intérieure qui ont mis fin au régime du dictateur Mouammar Kadhafi au cours de l'année 2011 avaient poussé la CAF a procéder à un réaménagement du calendrier, en accord avec les parties prenantes.

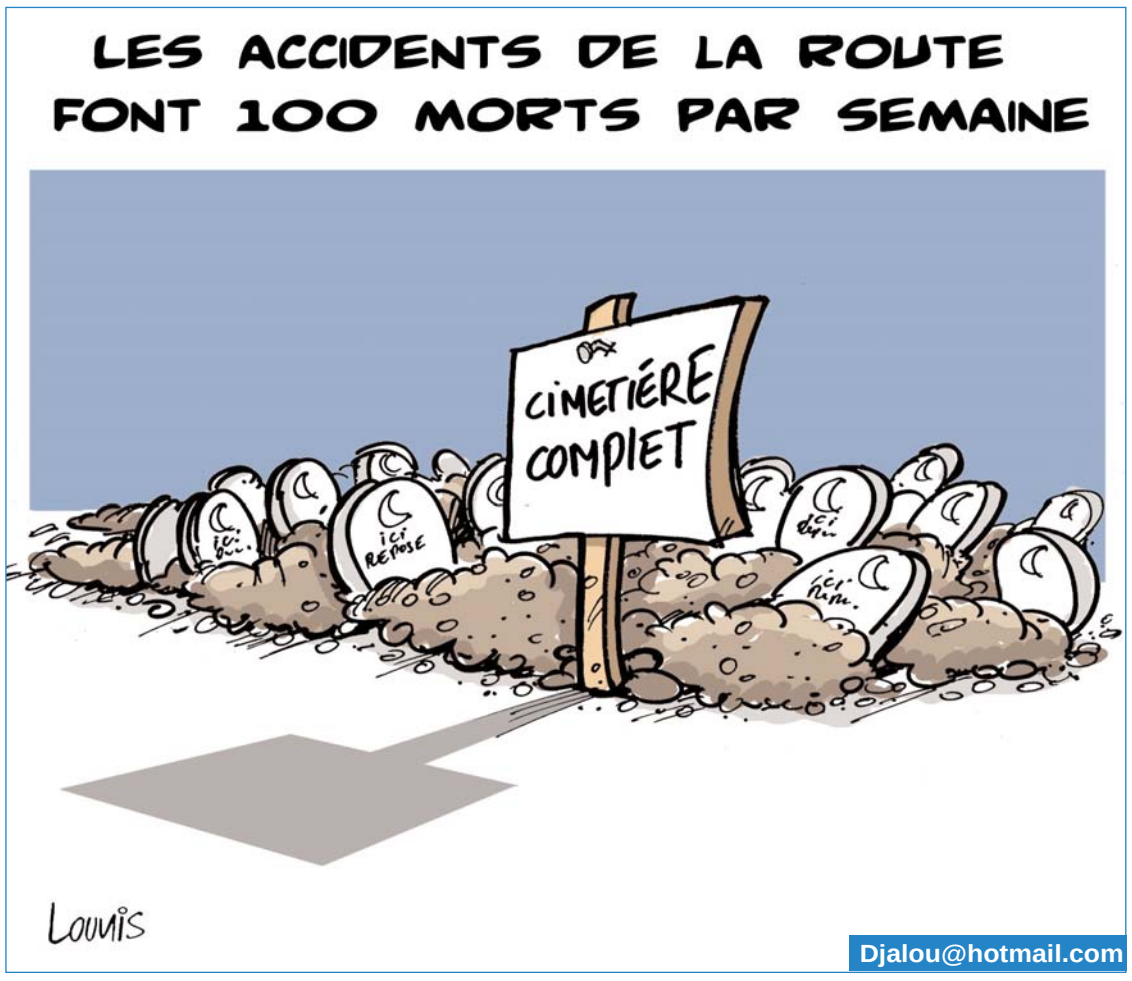
La Libye devait finalement organiser l'édition 2017, initialement dévolue à l'Afrique du Sud, qui reprenait au pied levé celle de 2013, puisqu'elle bénéficiait de toutes les infrastructures requises après avoir reçu la Coupe du monde en 2010.

A noter que le président de la FAF, Mohamed Raouraoua avait annoncé lors d'une de ses sorties qu'il serait possible de présenter la candidature de l'Algérie pour remplacer la Libye pour cette édition.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com



Suite à la consommation de viande blanche

Plus de 50 personnes intoxiquées à Ksar-el-Boukhari

CINQUANTE et une personnes ont été intoxiquées à Ksar-el-Boukhari et Médéa suite à la consommation de viande blanche de qualité douteuse, a-t-on appris dimanche de source hospitalière. Selon la même source, au moins 48 personnes, victimes d'une intoxication alimentaire, ont été admises à l'hôpital de Ksar-el-Boukhari, depuis vendredi dernier, dont plusieurs d'entre elles ont été transférées vers des structures spécialisées du chef-lieu de wilaya, tandis qu'un cas, jugé assez grave, a été évacué hors wilaya pour recevoir les soins nécessaires, a-t-on précisé. 36 personnes, dont l'état nécessite une prise en charge permanente, sont toujours en observation au niveau de l'hôpital de Ksar-el-Boukhari, a-t-on signalé. Par ailleurs, 3 autres personnes, intoxiquées, suite à la consommation de viande blanche, lors d'une fête, ont été admises à l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Médéa où elles ont été prises en charge, a indiqué la même source. **Katia A.**

Oum El Bouaghi

Deux tonnes de viandes avariées saisies

DEUX tonnes de viandes avariées ont été saisies durant le premier semestre de l'année en cours dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris samedi du directeur du commerce par interim. L'opération de saisie, réalisée par une brigade mixte regroupant des services vétérinaires et ceux de la Direction du commerce, a touché l'ensemble des abattoirs, des boucheries et des poissonneries, a précisé à l'APS Amar Dehdouh. Les contrôleurs de la qualité et de la répression des fraudes ont eu à effectuer, durant la même période, 573 interventions dont 415 interventions ont concerné des boucheries ne respectant pas les conditions d'hygiène, a précisé M. Dehdouh. Le montant de la quantité saisie a atteint 1,4 million DA. Les procès-verbaux d'infractions établis par les agents de contrôle ont été transmis à la justice, a-t-on souligné de même source. **Racim C.**

Sétif

Saisie de trois fusils de chasse

DANS le cadre d'une enquête ouverte par les gendarmes de la brigade de Harbil suite à la découverte dans cette même commune du corps d'un homme âgé de 57 ans, ayant demeuré à la commune de Guenzet, présentant des traces de violence au dos et au bras gauche, les investigations entreprises par les gendarmes ont conduit à l'interpellation de quatre auteurs présumés du meurtre et la saisie dans leurs domiciles de trois fusils de chasse avec 223 cartouches vides, trente-six cartouches de différents calibres et divers matériels de bourrage. **Y.S.**

Guelma

Deux travailleurs de l'entretien des routes tués dans un accident

DEUX travailleurs de l'entretien des routes ont trouvé la mort et cinq autres personnes ont été blessées suite à la collision de deux camions, survenue dimanche à l'entrée de la commune de Nechmaya (20 km de Guelma), apprend-on auprès de la Protection civile. Les deux travailleurs, âgés de 32 et 34 ans, ont été mortellement percutés vers 10h00 par un des camions alors qu'ils exécutaient des travaux d'entretien d'une barrière de sécurité routière sur la RN 21 entre Guelma et Annaba, a précisé la même source. Les corps des victimes ont été évacués à la morgue de l'hôpital Hakim-Okbi de Guelma. Les conducteurs des deux camions, dont l'un a pris feu après son renversement, comptent parmi les cinq blessés âgés entre 40 et 57 ans, a ajouté la même source. **R.N.**

Excédés par le retard de l'électrification

Des citoyens ferment le siège de l'APC de Oued-Ghir

■ Ces villageois très excédés par le retard qu'a prise l'électrification de leurs foyers ont fermé le siège de la mairie pendant plus d'une heure avant d'être invités à rencontrer les autorités locales.

Par Hocine Cherfa

Des citoyens ont encore exprimé hier leur colère dans la wilaya de Béjaia. Et c'était le siège de l'APC de Oued-Ghir qui était pris d'assaut cette fois-ci par des dizaines de citoyens issus du village de Tagma situé à quelque 1 à 2 km du chef-lieu communal. Ces villageois très excédés par le retard qu'a prise l'électrification de leurs foyers ont fermé le siège de la mairie pendant plus d'une heure avant qu'ils soient invités à rencontrer les autorités locales à leur tête, le maire qui les rassurés que «*le projet est bonne voie puisque une enveloppe financière de l'ordre d'un milliard de centimes (400 millions débloqués par l'APC dans le cadre du PCD) et 600 millions dinars débloqués par la wilaya*», nous dira le maire de Oued-Ghir Yacine Ramdani. «*Ces derniers ont fini par surseoir à leur action de protestation et sont rentrés chez eux*», nous dit-il, ajoutant que «*le directeur régional de la SDE s'est engagé auprès du chef de daïra à entamer les travaux d'électrification des foyers en question dans 15 jours. Et de poursuivre en disant que la plupart de ces bâtisses ont été construites de manière illicite et nous sommes mobilisés et vigilants de jour comme de nuit pour lutter contre les constructions anarchiques dans cette partie de la commune*». A noter que ces derniers ont fermé l'an passé la RN 12 pour les mêmes rasions. **H. C.**

Ph /D. R.

Décès d'un ressortissant algérien à Paris

L'Algérie suit de très près l'affaire

L'Algérie suit de très près l'affaire du ressortissant algérien décédé jeudi à l'aéroport Roissy Charles de Gaulles à Paris et a instruit son ambassade et ses consulats de la région parisienne à l'effet de recueillir les informations officielles et précises sur les circonstances de ce décès. Le ressortissant algérien est décédé lors de son acheminement à l'aéroport parisien en vue de l'exécution d'une mesure d'expulsion du territoire français. «*Dès l'information du décès d'un ressortissant algérien, le ministère des Affaires étrangères qui suit de très près cette affaire, a immédiatement instruit l'ambassade d'Algérie à Paris, ainsi que les consulats de la région parisienne, à l'effet de recueillir les informations officielles et précises sur les circonstances de ce décès et sur l'identité exacte de ce citoyen, et d'engager, dans le cadre de la mission de protection consulaire, toutes les démarches que requiert ce genre de situation*», avait déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. Il avait souligné que le «*strict respect de la dignité des Algériens à l'étranger, le respect des dispositions conventionnelles, notamment en matière de réadmission, figurent parmi les éléments constitutifs de l'action consulaire algérienne*». De son côté, le ministère français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a affirmé, dans un communiqué, que des enquêteurs de l'IGPN (Inspection générale de la Police nationale) ont été dépêchés dans les locaux de la police aux frontières de l'aéroport Roissy Charles de Gaulles où ils «*procèdent à des auditions et investigations sous l'autorité du Parquet*». Le ministre français a souhaité que l'enquête judiciaire ouverte «*permette de faire toute la lumière sur les circonstances de ce décès dramatique*». **Adel K.**